



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
CCAP N°2025-037**

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

En application des dispositions des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants, R.2131-12 du code de la commande publique.

OBJET DU MARCHE

**MARCHE DE TRAVAUX POUR LE REMPLACEMENT DE TROIS ASCENSEURS
DU CENTRE ASSAS DE L'UNIVERSITE PARIS-PANTHEON-ASSAS**

Le présent CCAP comporte 39 feuillets numérotés de 1 à 39.

Maîtrise d'Ouvrage
Université Paris-Panthéon-Assas
12 place du Panthéon
75231 PARIS Cedex 05

1. Table des matières

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1. OBJET DU MARCHÉ - EMBLACEMENT DES TRAVAUX	4
1.2. ETENDUE DU MARCHÉ	4
1.3. DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ	4
1.4. CLAUSE DE REEXAMEN ET PRESTATIONS SIMILAIRES.....	5
1.5. INTERVENANT	5
1.6. MAITRISE D'ŒUVRE	6
1.7. CONTROLE TECHNIQUE	6
1.8. COORDINATION SECURITE PROTECTION DE LA SANTE	6
1.9. TITULAIRE.....	6
2. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	6
2.1. PERIODE DE PREPARATION, PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX :.....	6
2.2. CONSTAT - ETAT DES LIEUX :.....	7
2.3. ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER.....	7
2.3.1. ORGANISATION MATERIELLE DU CHANTIER	7
2.3.2. SECURITE ET HYGIENE	7
2.4. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX	7
2.5. NETTOYAGE DU CHANTIER.....	8
2.6. OBLIGATIONS DIVERSES DE L'ENTREPRENEUR.....	8
2.7. PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS - ETUDES DE DETAIL	8
3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
4. PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE DE L'OFFRE ET DEVELOPPEMENT DURABLE	9
5. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – REGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX.....	10
5.1. PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE - REGLEMENT DES COMPTES	10
5.2. REGLEMENT DES PRESTATIONS	12
5.3. VARIATION DANS LES PRIX.....	14
5.4. PAIEMENTS DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	16
5.5. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT - INTERETS MORATOIRES.....	16
5.6. REGLEMENT PAR VIREMENT ADMINISTRATIF	17
6. DELAI (S) D'EXECUTION - PENALITES.....	17
6.1. DELAI(S) D'EXECUTION DES TRAVAUX	17
6.2. PENALITES	19
7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	22
7.1. RETENUE DE GARANTIE.....	22
7.2. AVANCE	22
8. PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	22
8.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	22
8.2. CARACTERISTIQUES – QUALITES – VERIFICATIONS - ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	23
9. IMPLANTATION DES OUVRAGES	23
10. PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX - PLANS D'EXECUTION - NOTE DE CALCULS - ETUDES DE DETAIL	24
11. PARTICIPATION A LA CELLULE DE SYNTHESE	25
12. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....	25
13. ECHANTILLONS ET PROTOTYPES	26
13.1. ECHANTILLONS.....	26
13.2. PROTOTYPES	26
14. ORGANISATION SECURITE – PROTECTION DE LA SANTE	26
14.1. PRINCIPES GENERAUX	26
14.2. SECURITE	26

14.2.1.	AFFICHAGE OBLIGATOIRE	26
14.2.2.	INSTALLATION DES CHANTIERS	26
14.2.3.	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER	26
14.2.4.	MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	27
14.2.5.	PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.)	27
14.2.6.	SIGNALISATION DES CHANTIERS	27
14.2.7.	COMMUNICATIONS A TRAVERS LE SITE	28
14.2.8.	OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVE	28
14.2.9.	DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES	28
	EN CAS DE NON-RESPECT DE CES OBLIGATIONS, LE TITULAIRE ENCOURT UNE PENALITE JOURNALIERE FIXEE A 150 € TTC, CONFORMEMENT A L'ARTICLE 6.2.3 DU PRESENT CCAP.	28
15.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE SES SOUS-TRAITANTS	28
16.	PRECHAUFFAGE	28
17.	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	28
17.1.	ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES	28
17.2.	RECEPTION DES OUVRAGES	28
17.3.	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	29
18.	DELAIS DE GARANTIE	29
19.	ASSURANCES	30
20.	DOCUMENTS A PRODUIRE A LA CONCLUSION ET PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE	30
21.	CORRESPONDANTS	30
21.1.	CORRESPONDANTS DU TITULAIRE	30
21.2.	CORRESPONDANTS DE L'UNIVERSITE	31
22.	MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE	31
22.1.	PLAN DE PREVENTION ET PLAN DE CONTINUTE DES PRESTATIONS	31
22.2.	MAINTENANCE PREVENTIVE	32
22.3.	MAINTENANCE CORRECTIVE	32
22.4.	AFFICHAGE DES CONSIGNES D'EXPLOITATION	34
23.	DOCUMENTATION EXIGEE ET CONTRÔLE D'EXECUTION DE LA MAINTENANCE	34
23.1.	REGISTRE DE SECURITE	34
23.2.	BONS D'INTERVENTION	34
23.3.	RAPPORT DE MAINTENANCE	34
23.4.	REMISE ANNUELLE DES DOCUMENTS DE SUIVI	34
23.5.	REUNION DE CADRAGE ET DE SUIVI D'EXECUTION	34
23.6.	CONTROLE TECHNIQUE PERIODIQUE ET LEVEE DES RESERVES	35
23.7.	REMISE DE LA TOTALITE DES DOCUMENTS RELATIFS AU FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS EN FIN DE MARCHE	35
23.8.	OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION	36
24.	RESILIATION	37
25.	CONFIDENTIALITE – SECURITE – PROTECTION DES DONNEES	37
26.	RESPONSABILITE DU TITULAIRE	38
27.	MODIFICATIONS STATUTAIRES	39
28.	CESSION DE MARCHE	39
29.	ORDRES DE SERVICE	39
30.	DIFFERENDS ET LITIGES	39
31.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	39

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ - EMBLACEMENT DES TRAVAUX

Le présent marché a pour objet les travaux de remplacement de trois ascenseurs du centre universitaire Assas, 92 rue d'Assas Paris 6ème, classé ERP 1ère catégorie avec activité de type L, N et S.

Les travaux concernent le remplacement des ascenseurs ci-dessous :

- Ascenseurs Duplex bâtiment A : ASC 2 Droite (HPZ91) de 10 niveaux et ASC 3 Gauche (HPZ90) de 11 niveaux
- Ascenseur Bibliothèque bâtiment D : ASC 5 (HPZ92) de 5 niveaux

Le marché n'est pas alloti.

Le marché est décomposé en une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Le maître de l'ouvrage ne s'engage définitivement vis-à-vis du l'entrepreneur que pour le montant de la tranche ferme (seule tranche approuvée à la date de signature du présent marché par le pouvoir adjudicateur).

L'affermissement de la tranche optionnelle de travaux envisagée pour le deuxième semestre 2025, se fera par décision du pouvoir adjudicateur notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les spécifications techniques figurent dans le CCTP Affaire n°230903869

Le marché inclut la garantie de parfait achèvement (1 an à compter de la réception des travaux), la garantie de bon fonctionnement (2 ans à compter de la réception des travaux), la garantie légale contre les vices cachés (2 ans à compter de la découverte du défaut caché), ainsi que la garantie décennale (10 ans à compter de la réception des travaux).

Le marché comprend également une maintenance préventive et corrective sur site des équipements, débutant à la réception des travaux, d'une durée d'un an reconductible expressément trois fois. Les prestations de maintenance font l'objet d'une garantie minimale d'un an conformément à l'article 33 du CCAG/FCS.

La description des ouvrages et ses spécifications techniques, figurent dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et les plans du site Assas (plans remis lors de la visite obligatoire au cours de la consultation). Les obligations relatives à la maintenance figurent dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

La réalisation des prestations se fera partiellement en site occupé, en réduisant au maximum les nuisances occasionnées.

Des restrictions ou contraintes pourront être imposées à l'entrepreneur quant à la réalisation des travaux bruyants.

Dans la suite du présent document, le titulaire du marché est désigné sous le vocable « **L'entrepreneur** ».

1.2. ETENDUE DU MARCHÉ

Le montant maximum du marché est fixé à 5 350 000 HT sur sa durée globale reconductions comprises

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée et est soumis aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants, R.2131-12 du code de la commande publique.

1.3. DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification et prend fin à l'achèvement de la période de garantie et de maintenance. Si la tranche optionnelle est affermie, la durée du marché inclura la durée de garantie de parfait achèvement des travaux.

Le marché comprend une maintenance préventive et corrective d'une durée d'un an reconductible trois fois tacitement, sans pouvoir dépasser une durée globale de quatre ans. Cette maintenance débute à compter de la date de réception des travaux.

Conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique, **la reconduction est tacite**. Ainsi, le marché est reconductible de manière tacite par période d'un an à la date anniversaire du marché, dans la limite de trois reconductions.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

L'Université communiquera la décision de non-reconduction au plus tard trois mois avant ce terme.

En cas de non-reconduction du marché, le titulaire ne peut pas prétendre à indemnisation.

Le maître de l'ouvrage ne s'engage définitivement vis-à-vis du l'entrepreneur que pour le montant de la tranche ferme (seule tranche approuvée à la date de signature du présent marché par le pouvoir adjudicateur).

L'affermissement de la tranche optionnelle de travaux envisagée pour le deuxième semestre 2025, se fera par décision du pouvoir adjudicateur notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception

La date de réception des travaux constituera la date de référence pour sa reconduction ainsi que pour la révision annuelle des prix. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Après expiration du marché, les deux parties restent tenues d'honorer les obligations contractées pendant le marché.

L'entreprise s'engage à réaliser les travaux de la tranche ferme impérativement entre le 1^{er} juin 2026 et le 12 septembre 2026, soit un délai de réalisation de 15 semaines, hors période de préparation et d'approvisionnement, avec le maintien de la disponibilité d'un appareil en dehors de la période du 13 juillet au 29 août pendant laquelle les deux appareils pourront être indisponibles.

A la notification du marché, les délais fixés au planning prévisionnel deviendront contractuels.

Le délai d'exécution comprend la préparation, l'approvisionnement et la réalisation de l'ensemble des travaux prévus au CCTP.

La notification du marché est envisagée en FEVRIER 2026 et vaut démarrage des travaux.

1.4. CLAUSE DE REEXAMEN, PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE, PRESTATIONS SIMILAIRES

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le marché en cours d'exécution. Des prestations pourront être ajoutées ou supprimées, à l'initiative exclusive de l'Université, notamment en cas d'événements ou de spécificités imprévus, d'une nouvelle mise en service, d'une cession de bâtiment ou d'une mise hors service prolongée de plus de quinze jours et définitive, ou en cas de nouveaux besoins imprévus. Ces modifications feront l'objet d'un avenant, d'un courrier recommandé, d'un bon de commande ou d'un ordre de service. Le titulaire est tenu d'accepter les modifications, les transformations ou les améliorations des installations, la modification des caractéristiques des installations et locaux, la modification des conditions de fonctionnement, la prise en charge ou l'abandon de matériels ou d'équipements, de bâtiments, en cours d'exécution du marché.

Le prix global et forfaitaire additionnel relatif aux prestations ou installations ajoutées devra être fixé en cohérence avec celui des autres prestations ou installations. Le prix global et forfaitaire annuel relatif aux installations supprimées devra faire l'objet d'une déduction au prorata temporis de la période non exécutée. Aucune indemnité ne sera versée au titulaire, notamment en cas de diminution du volume des prestations et donc du montant du marché.

Des contraintes d'intervention notamment relatives aux travaux bruyants pourront être imposées par le maître d'ouvrage afin de préserver l'activité du centre. L'Université pourra décider que les travaux bruyants s'exécutent de nuit. Le cas échéant, l'Université adressera un ordre de service en ce sens au titulaire. Le prix global et forfaitaire de cette prestation supplémentaire éventuelle (PSE) est obligatoirement fixé à la DPGF à l'annexe 1 de l'acte d'engagement. Cette PSE sera retenue ou non, à la discrétion de l'Université, au moment de la phase de préparation du chantier avec l'entreprise, en fonction du planning d'exécution de l'entreprise et de l'activité du centre.

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, l'Université se réserve la possibilité de conclure des marchés négociés avec le titulaire, sans publicité et ni mise en concurrence préalables, pour la réalisation de prestations similaires.

1.5. INTERVENANT

Maître d'ouvrage de l'opération :
UNIVERSITE PARIS-PANTHEON-ASSAS

1.6. MAITRISE D'ŒUVRE

ABMS CONSEIL – Agence de Paris
10 Avenue de l'Entreprise – Edison 4
95800 CERGY

La mission confiée au maître d'œuvre est une mission comprenant la direction des travaux mais ne comprenant pas les études d'exécution (limité au visa).

1.7. CONTROLE TECHNIQUE

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues par le Code de la construction et de l'habitation (partie législative, livre 1^{er}, chapitre 1^{er}, section 7, article L111-23 et suivants).

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

- Mission LE relative à la solidité des existants
- Mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et les IGH
- Mission LP relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipements dissociables et indissociables
- Mission HAND relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

Les coordonnées du CT seront transmises en phase de préparation des travaux.

1.8. COORDINATION SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

Les travaux faisant l'objet du présent marché seront soumis au coordinateur de sécurité et de protection de la santé de niveau 1.

Les missions confiées sont :

- l'établissement et mise à jour du Plan Général de Coordination
- l'ouverture et mise à jour du registre journal
- l'examen et mise au point du PPSPS de l'entrepreneur
- visite de chantier
- élaboration et mise à jour du DIUO

Les coordonnées du CSPS seront transmises en phase de préparation des travaux.

1.9. TITULAIRE

Le titulaire est également dénommé ci-après « l'entrepreneur » ou « l'entreprise ».

2. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

2.1. PERIODE DE PREPARATION, PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX :

La période de préparation est comprise dans le délai global d'exécution.

Pendant cette période de préparation, l'entrepreneur doit arrêter, en accord avec le Maître d'œuvre :

- le schéma d'organisation du chantier ;
- le calendrier détaillé d'exécution contractuel des travaux comportant une décomposition par tâches ;
- les détails d'exécution ;
- l'établissement du plan de sécurité et d'hygiène prescrit par l'article 28.3 du C.C.A.G./T. et par la réglementation en vigueur ;
- le programme d'exécution indiquant les dispositions prévues pour assurer la coordination des tâches incombant, le cas échéant, aux autres membres du groupement ou aux sous-traitants, dans les conditions prévues à l'article 28.2.2 du C.C.A.G./T. ;
- l'établissement et la présentation de plans d'exécution, note de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. et à l'article 10 ci-après ;
- établir le schéma d'organisation et de gestion des déchets.

La fourniture des plans d'exécution, notes de calcul et études de détails seront soumis par l'entrepreneur à l'approbation du Maître d'œuvre et au bureau de contrôle, dix jours minimum avant le commencement d'exécution.

2.2. CONSTAT - ETAT DES LIEUX :

Lors de la prise de possession des lieux par l'entreprise en première installation, il sera établi, en présence du représentant du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre un état des lieux contradictoire des locaux avec photographies.

Il permet d'établir a posteriori, les responsabilités en cas d'accident, d'incident, d'effondrement ou de désordres constatés à l'issue des travaux.

2.3. ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER

2.3.1. ORGANISATION MATERIELLE DU CHANTIER

L'entrepreneur a la charge de l'organisation du chantier et chemins de service, des tracés d'implantation, ce qui implique l'obligation de faire application des alignements et des nivellements. Il doit prendre en charge :

- l'amenée et la fourniture de l'eau pour les travaux, l'eau potable pour les ouvriers et l'énergie électrique nécessaire pour l'exécution des travaux ;
- se conformer aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers ;
- assurer la clôture, l'éclairage, le nettoyage, l'entretien et la sécurisation du chantier selon le plan d'organisation du chantier;
- Souscrire une assurance couvrant les risques liés à l'utilisation de ces locaux durant toute la durée des travaux. Les locaux seront chauffés si nécessaire et éclairés. Les bureaux seront reliés par un poste au central téléphonique.

Un bureau du chantier, réfectoire, vestiaire ainsi qu'un bloc sanitaire comportant lavabos/douche et WC pourront être mis à disposition par le maître d'ouvrage.

Un exemplaire de toutes les pièces énumérées à l'article 3 du présent CCAP sera déposé en permanence sur le chantier.

Il reste seul responsable de l'exécution des mesures à prendre en vue de l'application des dispositions prévues qui précèdent jusqu'à l'achèvement complet des travaux.

2.3.2. SECURITE ET HYGIENE

Les mesures particulières concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par l'entrepreneur dans les conditions prévues à l'article 31 du C.C.A.G/T. et conformément à la législation en vigueur.

Dans le cadre de toute intervention, le titulaire s'engage à respecter les mesures sanitaires édictées par la loi, les règlements, ainsi que les consignes générales et particulières figurant dans le guide OPPBTP de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus, et en période de suspension, dans le document de recommandations « post-covid » du même organisme.

2.4. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- a) les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux, lors des opérations comportant la mise en œuvre notamment d'appareils thermiques ;
- b) l'exploitation normale du domaine public et des services publics ;
- c) l'exécution simultanée d'autres travaux. Il devra en outre prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée pendant la durée de l'opération, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- bruits d'origines diverses (camions, tous engins moteurs thermiques, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc...) ;
- odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, etc...) ;
- poussières d'origine diverses (ponçages, démolitions, enlèvement du gravois, etc...) ;
- débris divers et gravois provenant de l'exécution même de travaux et stockés provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte du chantier ;
- état défectueux des voies et accès – boues et gravois au passage des engins et camions, tranchées pour canalisations ;
- sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, l'entrepreneur devrait en référer au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

L'entrepreneur est tenu d'assurer, à ses frais, les transports et de fournir les magasins, moyens de transport, matériels, engins et outils de toutes espèces nécessaires à l'exécution de ses travaux.

L'entrepreneur doit entretenir ses matériels.

Au cours de l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit, à ses frais, garantir ses matériaux et ouvrages des dégradations et avaries qu'ils pourraient éprouver.

En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillage, ouvrages ou partie d'ouvrage, les frais résultant des remplacements et remise en état incombent à l'entrepreneur sans pouvoir donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du Maître de l'ouvrage.

2.5. NETTOYAGE DU CHANTIER

L'entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'œuvre, sur proposition de l'entrepreneur.

A la suite de son intervention, l'entrepreneur aura la charge des nettoyages quotidiens, hebdomadaires et le nettoyage de fin de chantier en vue de la réception des travaux.

L'entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées (notamment les descentes d'eaux pluviales et autres réseaux d'évacuation).

L'entrepreneur a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport aux décharges publiques. Chaque corps d'état aura à sa charge le nettoyage et le tri de ses propres déchets et gravats.

2.6. OBLIGATIONS DIVERSES DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur devra prendre à sa charge la remise en état des abords éventuellement détériorés en cours de chantier.

En cas d'exercice d'un droit d'occupation temporaire, l'entrepreneur doit pouvoir justifier de l'accomplissement des obligations qui lui incombent de ce fait.

L'entrepreneur ne peut, sans autorisation écrite du maître d'ouvrage, exercer ces droits à des fins autres que celles de l'exécution des travaux en vue desquels l'autorisation a été accordée.

2.7. PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS - ETUDES DE DETAIL

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calculs correspondantes à l'approbation du maître d'œuvre. Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (A.E. 2025-037) et son annexe 1 : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) travaux maintenance et interlocuteurs ;
- L'annexe 1 à l'acte d'engagement : Prix global et forfaitaire travaux et maintenance et interlocuteurs
- L'annexe 2 à l'acte d'engagement : DPGF/Caractéristiques matériels/délais/planning
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) 2025-037 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) – Affaire n°230903869 ;
- L'annexe 1 au CCTP – Caractéristiques des appareils existants – Affaire n°230903869 ;
- L'annexe 3 au CCTP - Fiches descriptives remplacement complet- Affaire n°230903869

- Les plans du site Assas « Etat existant » (remis lors de la visite obligatoire) ;
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) du 10/10/2024 ;
- Les trois rapports amiante avant travaux du 16/12/2024;
- Le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) du 26/11/24 ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux (CCAG Travaux), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 modifié (non joint) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux passés au nom de l'Etat dont la composition est fixée par les décrets et arrêtés en vigueur (non joint) ;
- Le Cahier des Clauses Spéciales, des Documents Techniques Unifiés (CCS/DTU) (non joint) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 modifié (non joint) ;
- L'ensemble des normes françaises et des spécifications techniques en vigueur à la date de consultation ou autres normes reconnues équivalentes ;
- Les bons de commande, les ordres de services, le cas échéant ;
- Les avenants, le cas échéant ;
- Le mémoire technique présenté par le titulaire à l'appui de son offre ;
- Le planning prévisionnel des travaux fourni par le titulaire.

Seuls les documents conservés dans les archives de l'Université font foi.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de remise des offres, tel que ce mois est défini au point 5.3.1 du présent document, soit DECEMBRE 2025.

Si des évolutions législatives, réglementaires ou normatives surviennent en cours d'exécution des prestations, ces évolutions doivent être prises en compte par le titulaire.

Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCAP.

Toute clause, portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Interprétation du dossier projet

En cas de contradiction à l'intérieur du dossier projet, seul le maître d'œuvre pourra définir l'interprétation retenue des travaux que l'entrepreneur devra réaliser dans le cadre du prix global et forfaitaire du marché et de son délai.

4. PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE DE L'OFFRE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux et fournitures du présent marché doivent répondre aux exigences de gestion durable de l'environnement et aux normes en vigueur. Le mémoire technique complétée par le titulaire fournit tout renseignement relatif au développement durable, à l'économie circulaire et démontre la performance environnementale de l'offre : collecte et traitement des déchets, tri et recyclage, réemploi et valorisation des ressources du chantier, performance environnementale des équipements proposés, durée de vie des équipements proposés et de leur pièces détachées, attestations relatives à la gestion durable de l'environnement délivrées par des organismes certificateurs accrédités ou tout autre moyen de preuve approprié tel que dossier technique du fabricant, rapport d'essai d'un organisme reconnu, consommation en énergie des équipements, composition des équipements, procédure d'élimination, de revalorisation et de récupération des fournitures, pièces détachées, déchets et des équipements en fin de vie, etc.

Conformément à l'article 7 du CCAG/T et CCAG/FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie-maintenance des matériels, sur simple demande du pouvoir adjudicateur. En cas d'évolution de la législation sur la

protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Les prix fixés sur l'annexe de l'acte d'engagement comprennent également les prestations de récupération, transport, entreposage, tri et élimination ou valorisation des déchets, des matériels et pièces détachées en fin de vie, conformément à l'article 36 du C.C.A.G./T. Le titulaire est responsable de l'élimination/recyclage des matériels et pièces détachées en fin de vie (toutes marques confondues, en nombre égal et quelle que soit leur date de mise sur le marché) similaires aux matériels livrés. Il devra récupérer ces matériels similaires à la demande de l'Université.

Son mémoire technique détaillera la procédure à suivre en la matière. Il fait son affaire des relations avec le producteur des matériels. Il prendra en charge l'organisation et le financement de leur élimination/recyclage.

Les dispositions prévues à l'article 36.2 « contrôle et suivi des déchets de chantier » du C.C.A.G./T. sont applicables. Ainsi, le titulaire communique dans les conditions énoncées à l'article précité un schéma d'organisation et de gestion des déchets et fournit les éléments de traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier.

Cependant, par exception à l'article 36.1 du C.C.A.G./T., le titulaire est responsable de l'élimination et la valorisation des déchets créés par les travaux.

5. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – REGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX

5.1. PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE - REGLEMENT DES COMPTES

5.1.1. Contenu et nature des prix

Les prix globaux et forfaitaires du présent marché de travaux et de maintenance sont renseignés en annexe 1 à de l'acte d'engagement.

Les prix du marché sont établis hors TVA en tenant compte :

- des sujétions susceptibles d'être entraînées par l'exécution simultanée des différents corps d'état du marché,
- des dépenses communes de chantier, mentionnées à l'article 5.1.2 ci-après,
- des sujétions résultant de la continuité de fonctionnement de l'établissement dans lequel les travaux auront lieu,
- du classement de celui-ci dans les établissements recevant du public.

Les prix du marché sont établis en tenant compte également des missions confiées par le maître de l'ouvrage :

- au maître d'œuvre
- au contrôleur technique.

Le maître de l'ouvrage ne s'engage définitivement vis-à-vis du l'entrepreneur que pour le montant de la tranche ferme (seule tranche approuvée à la date de signature du présent marché par le pouvoir adjudicateur).

L'affermissement de la tranche optionnelle de travaux envisagée pour le deuxième semestre 2025, se fera par décision du pouvoir adjudicateur notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le contractant sera délié de toute obligation envers le maître de l'ouvrage pour la tranche optionnelle, si l'affermissement de celle-ci n'intervient pas avant un délai de 24 mois à partir de la réception de la tranche ferme du présent marché.

En cas de non-affermissement de la tranche optionnelle aucune indemnité d'attente ni de dédit ne sera accordée.

L'affermissement de la tranche optionnelle par lettre de notification du pouvoir adjudicateur vaut commande des prestations.

En outre, les prix sont réputés comprendre les cessions, licences ou autorisations nécessaires à l'exécution des travaux et de la maintenance lorsque des matériaux, produits, composants de construction et procédés de construction sont imposés par une marque proposée par l'entrepreneur.

Les prix sont réputés complets et comprennent toutes les prestations définies dans le CCTP, ainsi que les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les travaux, matériels et prestations, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, au déchargement des matériels dans les lieux indiqués, au déplacement du personnel, aux prestations d'installation, intégration, configuration, paramétrages, tests, mise en ordre de marche, à la garantie, la maintenance préventive et corrective des matériels, aux obligations environnementales et à la gestion des déchets, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix fixés sur l'annexe 1 de l'acte d'engagement comprennent également les prestations de collecte, récupération et de dépose, d'élimination et de valorisation des matériels en place et des déchets de chantier. Le titulaire est responsable de l'élimination et la valorisation des déchets créés par les travaux, par exception à l'article 36.1 du C.C.A.G./T.

Le prix global et forfaitaire annuel de maintenance fixé sur l'annexe 1 de l'acte d'engagement comprend toutes les prestations de maintenance préventive et corrective, à savoir le coût :

- des déplacements, les moyens en personnel qualifié, en matériel et en consommable, en vue d'assurer l'ensemble des prestations ;
- de la fourniture et la pose de plaques plastifiées pour l'ensemble des installations ;
- de la maintenance préventive effectuée de jour durant les heures et jours ouvrables ;
- de la maintenance corrective, c'est-à-dire :
 - la désincarcération en moins de 45 minutes et le dépannage en moins de quatre heures 24H24 7J/7 365J/AN,
 - la fourniture des consommables,
 - le remplacement à neuf des pièces détachées et matériels usés ou défectueux de prix unitaire inférieur à trois cents euros hors taxes (< 300 € HT) (prix unitaire hors coût de la main d'œuvre),
- des garanties attachées à la maintenance et aux pièces détachées d'un an minimum ;
- de l'assistance aux visites de contrôle technique,
- de la levée des réserves,
- de la mise en place et le repli de tout dispositif destiné à assurer la sécurité des personnes,
- de la collecte, l'élimination et la valorisation des déchets, ainsi que le nettoyage des locaux après toute intervention,
- des frais de transport, d'importation et d'assurance,
- ainsi que les autres taxes, précomptes et cotisations sociales, hormis la T.V.A., les marges pour risque et les marges bénéficiaires,
- de toutes les obligations découlant du suivi des prestations : exécution des contrôles, gestion des téléalarmes, établissement des rapports de maintenance détaillés et tous documents techniques et de suivi, délivrance de l'information et des conseils à l'Université, information des usagers, participation aux réunions de cadrage, réunions périodiques et de fin de marché, établissement des plans de prévention, comptes rendus, rapports, états des lieux, études de sécurité, transférabilité ou réversibilité, etc.

Les prix comprennent également tous les accessoires ainsi que tout ce qui est nécessaire au fonctionnement normal des installations et d'une manière générale tous les appareils qui font normalement partie de ces installations, considérés comme faisant partie intégrante du marché.

Le coût de la main-d'œuvre relève de la maintenance annuelle préventive et corrective : il est compris dans le prix global et forfaitaire annuel de maintenance. Il ne sera pas facturé en sus des pièces détachées.

Le prix du remplacement de la fourniture dont le prix unitaire hors taxes est égal ou supérieur à trois cents euros hors taxes (≥ 300 € HT) est déterminé par application d'un coefficient de vente de pièces détachées sur le prix d'achat attesté par la facture du fournisseur. Ce coefficient est précisé par le titulaire dans l'annexe n°1 de l'acte d'engagement. Il inclut le coût du déplacement et de la main d'œuvre. Les factures d'achat par le titulaire auprès de ses propres fournisseurs seront transmises à l'Université.

Par dérogation à l'article 10.1.4 du CCAG/FCS, la rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre également la livraison ou l'échange des fournitures consommables ou d'accessoires, ainsi que le nettoyage du matériel.

Par dérogation à l'article 3.7.5 du CCAG/FCS, le titulaire ne peut réclamer un complément de prix, en cas d'omission de prise en compte de frais et investissements dans le montant des prestations. Le titulaire ne pourra se prévaloir d'un complément de prix pour ne pas avoir prévu et proposé dans ses prix tout dispositif ou matériel nécessaires à la sécurité, à l'entretien et à l'exploitation permettant d'assurer le fonctionnement optimal des équipements et logiciels associés.

Par dérogation à l'article 21.4 du CCAG/FCS, il appartient au titulaire de se renseigner ou de prendre connaissance de la disposition des locaux préalablement au dépôt de son offre et d'intégrer le coût des éventuelles difficultés de manutention et de livraison afin de l'intégrer aux prix des prestations, à l'exclusion de toute demande de complément de prix en cours d'exécution du marché.

5.1.2. Dépenses communes

L'entrepreneur a la charge des dépenses suivantes :

5.1.2.1. Dépenses d'équipement

Nature des dépenses	A la charge de
Exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau et d'électricité -----	----- L'entrepreneur
Etablissement des clôtures et panneaux de chantier établis en conformité avec l'article R 324-1 du Code du Travail -----	----- L'entrepreneur
Installation d'éclairage et de signalisation -----	----- L'entrepreneur
Installations communes de sécurité et d'hygiène-----	----- L'entrepreneur
Réseau provisoire intérieur d'eau, y.c. son raccordement -----	----- L'entrepreneur
Evacuation provisoire des eaux pluviales-----	----- L'entrepreneur
Réseau provisoire intérieur électrique, y.c. son raccordement ----	----- L'entrepreneur
Bureaux de chantier et leurs équipements (électricité, téléphone, fax, sanitaires, chauffage, etc...)------	----- L'entrepreneur
Clôtures de chantier-----	----- L'entrepreneur

5.1.2.2. Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations sont réputées rémunérées par les prix du marché correspondant, étant précisé qu'incombent au marché de l'entrepreneur :

- les charges temporaires de voiries et de police,
- les frais de fermeture provisoire uniquement sur l'emprise du chantier en période de site occupé.
- les frais de nettoyage de chantier (voir détail au chapitre 2.5)

5.1.2.3. Dépenses diverses

Les dépenses indiquées ci-après sont à la charge de l'entrepreneur :

- consommation d'eau, d'électricité et du réseau PTT,
- frais d'exploitation des ascenseurs de chantier,
- chauffage et/ou climatisation des installations de chantier,
- frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable,
- frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert,
 - les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entreprise en charge d'un corps d'état déterminé,
 - la responsabilité de l'auteur insolvable n'est pas couverte par un tiers.

5.2. REGLEMENT DES PRESTATIONS

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global et forfaitaire.

5.2.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire en cas de marché attribué à une entreprise générale ;

- à l'entrepreneur mandataire et à ses co-traitants en cas de marché attribué à un groupement conjoint ou solidaire.

5.2.2. Règlement des acomptes et du solde

Les travaux feront l'objet de décomptes provisoires mensuels, dans la période d'exécution, d'un projet de décompte final produit par le titulaire, d'un décompte final et d'un décompte général arrêté par le maître d'œuvre et signé par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions fixées par l'article 12 du C.C.A.G. / T.

Les projets de décomptes seront présentés conformément aux instructions données aux entrepreneurs par le représentant du maître de l'ouvrage pendant la période de préparation.

Ce décompte fera ressortir le montant de l'acompte mensuel et pourra faire apparaître, y compris pendant la période de préparation des travaux, les montants afférents aux études d'exécution et/ou à la participation à la cellule de synthèse.

Conformément à l'article 12.3.2 du C.C.A.G./T, le projet de décompte final ne peut être remis au maître d'œuvre avant la date de notification de la date de réception des travaux ou de la date qui lui est substituée dans le cas visé au 2^{ème} alinéa du même article.

Après vérification du projet de décompte mensuel ou final et établissement de l'état d'acompte ou du solde par le maître d'œuvre, ces documents sont arrêtés par le maître d'ouvrage.

Pour l'application de l'article 12.4.2 du C.C.A.G./T, il est précisé que l'ordre de service notifiant à l'entrepreneur le décompte général est signé par le représentant du maître d'ouvrage et notifié à l'entrepreneur par ses soins.

L'entrepreneur devra adresser au maître d'œuvre :

- d'une part retourner le décompte final,
- d'autre part envoyer le mémoire de réclamation explicitant les éventuelles réserves.

De ce fait, le délai de trente jours fixé par l'article 55.1.1 du C.C.A.G./T, débute à compter de la date de réception par le pouvoir adjudicateur du mémoire de réclamation.

L'ordonnateur de la dépense est Monsieur le Président de l'Université Paris-Panthéon-Assas, 12 place du Panthéon 75231 PARIS CEDEX 05.

Le comptable assignataire chargé du paiement est Madame l'Agent Comptable de l'Université Paris Panthéon Assas, 12 place du Panthéon 75231 PARIS CEDEX 05.

Les factures relatives aux travaux seront envoyées à l'Université à l'adresse suivante :

Université Paris-Panthéon-Assas

Service immobilier

12 place du Panthéon

75231 PARIS CEDEX 05

Et envoyées au maître d'œuvre, pour validation préalable, à l'adresse suivante :

ABMS CONSEIL – Agence de Paris

10 Avenue de l'Entreprise – Edison 4

95800 CERGY

Le règlement des prestations de maintenance préventive et corrective, traitées à prix global et forfaitaire annuel, s'effectue **semestriellement à terme échu**, sur présentation d'une facture correspondant aux prestations exécutées, accompagnée impérativement de la copie du bon d'intervention et des rapports de maintenance préventive et corrective. A défaut de ces documents justificatifs, les factures seront rejetées.

En cas de remplacement d'une pièce, le titulaire est tenu de fournir au Service Immobilier - Pôle Maintenance le descriptif technique de la pièce remplacée, le certificat d'associativité avec l'installation, ainsi que le délai de garantie de la pièce. Les remplacements de matériels et de pièces sont exécutés après acceptation et émission d'un ordre de service ou d'un bon de commande de l'Université. En cas de remplacement de fourniture de prix unitaire égal ou supérieur à trois cents euros hors taxes (≥300 € HT), la facture sera obligatoirement accompagnée du devis, du bon de commande, de la facture fournisseur et du rapport de maintenance.

La facture, présentée par le titulaire comprend, outre les mentions légales, **à défaut desquelles, les factures ne seront pas payées et seront retournées au titulaire du marché :**

- l'identification complète du titulaire (nom, adresse, références bancaires ou postales, tels que précisés dans l'acte d'engagement) ;
- la référence du marché : « **MAPA 2025-037 -TRAVAUX ASCENSEURS ASSAS** » et en plus « MAINTENANCE ASCENSEURS ASSAS » lorsque cette dernière débutera ;
- le nom et l'adresse du site : « Centre ASSAS, 92 rue d'Assas 75006 Paris » ;
- la nature et la référence de l'équipement concerné ;
- la nature des prestations exécutées (maintenance préventive, corrective) ;
- le récapitulatif des sommes (en chiffre et en pourcentage) des acomptes versés ;
- le prix global et forfaitaire semestriel de la maintenance préventive et corrective ;
- la facture du fournisseur (en cas de remplacement de fourniture de prix unitaire égal ou supérieur à trois cents euros hors taxes (≥ 300 € HT), les références du bon de commande et du devis le cas échéant ;
- la période concernée (maintenance) ou les dates d'exécution des prestations ;
- le prix H.T. le taux des taxes et le montant total TTC ;
- la date d'établissement de la facture.

En cas de révision des prix, les index appliqués devront figurer sur la facture.

En cas de changement de domiciliation bancaire, un nouveau relevé d'identité bancaire ou postal sera adressé au Service marchés. Il sera accompagné d'une lettre du titulaire notifiant que, désormais, toutes les factures devront être payées sur ce nouveau compte.

Adresse de facturation pour les factures relatives à la maintenance :

Université Paris Panthéon Assas
Direction des affaires financières
12 place du Panthéon
75231 PARIS CEDEX 05

Facturation électronique factures maintenance

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les entreprises transmettent leurs factures sous forme électronique (dématérialisée) par l'intermédiaire du portail Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

L'ensemble des outils du déploiement sont accessibles sur le site collaboratif Communauté Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Interlocuteur à la Direction des affaires financières

Pour toute question relative aux factures de maintenance, la personne à contacter est le Directeur des Affaires Financières : M. Cordier, alain.cordier@assas-universite.fr, Téléphone : 01 44 41 55 67

5.2.3. Dépenses d'intérêt commun

Certains entrepreneurs sont amenés à exposer des dépenses dans l'intérêt commun. Ces dépenses sont réputées couvertes par les prix du marché.

Les dépenses d'intérêt commun incombant à un entrepreneur déterminé font l'objet, dans le cas de groupement d'entreprises et pour l'entreprise générale, d'accords particuliers entre titulaires, co-traitants et sous-traitants dont le maître d'ouvrage n'a pas à connaître.

5.3. VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les dispositions exposées ci-après.

5.3.1. Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article 9.4 du CCAG/Travaux et 10.1 du CCAG/FCS, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres fixée dans le règlement de la consultation, soit au mois de DECEMBRE 2025 ; ce mois est appelé « mois zéro ou Mo ».

5.3.2. Index de référence

Les formules pour l'actualisation ou la révision des travaux sont établies à l'aide des index nationaux ci-après :

Désignation du corps d'état	Appellation	Index national correspondant In
Entreprise Générale ou groupement	Tous corps d'état	BT01

5.3.3. Modalités d'actualisation de prix ferme mais révisable

L'actualisation sera effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = \frac{I_{d-3}}{I_0}$$

dans laquelle I_0 et I_{d-3} sont les valeurs prises par l'index de référence In du marché respectivement au mois zéro (mois d'établissement du prix) et au mois (d-3) (d étant la date d'effet de l'acte portant commencement des prestations).

Si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date ou le mois d'établissement du prix figurant dans le marché et la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations, l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations.

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

5.3.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces du mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

5.3.5. Révision du prix forfaitaire de la maintenance préventive et corrective

Les prix sont intangibles pendant la première année du marché. Au-delà de cette première année, les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché de la manière suivante.

Les prix globaux et forfaitaires annuels de maintenance, pourront être révisés une fois par an, à la date anniversaire du marché, selon la formule suivante :

$$P = P_0 [0,10 + 0,20 \text{ FSD2/FSD2}_0 + 0,70 \text{ ICHT-IME/ICHT-IME}_0]$$

P = Prix révisé

P_0 = Prix initial

FSD2_0 = indice initial des frais et services divers

FSD2 = indice des frais et services divers au moment de la révision du prix du contrat

ICHT-IME_0 = indice initial du coût horaire du travail, tous salariés, charges salariales comprises

ICHT-IME = indice du coût horaire du travail, tous salariés, charges salariales comprises au moment de la révision du prix du contrat.

Les indices figurant aux dénominateurs représentent les valeurs initiales connues à la date d'établissement du prix de l'offre du titulaire qui seront indiquées (mois et valeurs) par le titulaire. L'indice figurant au numérateur est celui de l'année de révision.

La méthode du décalage de lecture à moins 3 mois lui sera appliquée. Cela consistera à prendre en compte pour un mois donné, la valeur de l'indice 3 mois auparavant, car l'indice est connu bien postérieurement aux mois qu'il concerne.

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision de prix, les calculs intermédiaires seront effectués au dix millième près.

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondie par excès).

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent :

- d'adopter l'indice de remplacement publié
- si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

L'annexe n°1 de l'acte d'engagement dont les prix auront été ajustés, devra faire apparaître le taux de variation et être adressée deux mois avant la date prévue de l'ajustement, soit **deux (2) mois avant la date anniversaire du marché**, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel, à :

Université Paris Panthéon Assas
Service des Marchés publics
12 place du Panthéon
75231 Paris Cedex 05

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels **après validation par le pouvoir adjudicateur** prononcée dans le délai maximum d'un (1) mois à compter de leur date de réception. Le titulaire en est informé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le pourcentage d'augmentation issu des prix révisés n'intervient que pour les prestations effectuées après application des nouveaux tarifs.

A l'inverse, le coefficient C applicable sur le tarif d'achat au fournisseur est invariable.

5.4. PAIEMENTS DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

5.4.1. Désignation des sous-traitants en cours de marché

La désignation des sous-traitants en cours de marché fait l'objet d'un acte spécial accompagné des documents exigés par l'article R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique (Extrait K-bis, attestation d'assurance, RIB, attestations URSSAF, etc.). Les moyens humains et techniques mis en œuvre pour l'exécution des prestations sous-traitées sont également présentés.

En complément de l'article 3.6 du C.C.A.G. /T., l'acte spécial prévoit :

- les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes ;
- la date (ou le mois) d'établissement des prix ;
- les modalités de revalorisation des prix ;
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses ;
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

Si un sous-traitant veut lui-même confier une partie de la prestation à une entreprise tierce, il ne peut le faire sans l'accord de l'entreprise principale qui devra déclarer ce nouveau sous-traitant à la maîtrise d'ouvrage dans les conditions prévues aux articles R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique.

Il est rappelé que le chantier est formellement interdit à tous sous-traitants non agréés.

5.4.2. Modalités de paiement direct

En cas de groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

En cas de groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut pour chaque co-traitant acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement à partir de la partie du décompte afférente au corps d'état assigné à ce co-traitant.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

5.5. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT - INTERETS MORATOIRES

Le délai global de paiement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours à compter :

- pour les acomptes, de la date de réception de la demande de paiement par le maître d'œuvre,

- pour le solde, de la date d'acceptation par l'entrepreneur du décompte général.

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Tout retard de paiement de l'Université entraînera de droit le paiement d'intérêts moratoires au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement s'ajoutera aux intérêts moratoires.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du titulaire.

Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, du marché par l'Université aux torts exclusifs du titulaire.

5.6. REGLEMENT PAR VIREMENT ADMINISTRATIF

Le règlement est effectué par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.

L'ordonnateur de la dépense est le Président de l'Université Paris-Panthéon-Assas, 12 place du Panthéon 75231 PARIS CEDEX 05.

Le comptable assignataire chargé du paiement est Madame l'Agent comptable de l'Université-Paris Panthéon-Assas, 12 place du Panthéon 75231 PARIS CEDEX 05.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

6. DELAI (S) D'EXECUTION - PENALITES

6.1. DELAI(S) D'EXECUTION DES TRAVAUX

6.1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution

Les délais d'exécution propres à chacun des corps d'état s'insèrent dans le calendrier prévisionnel « enveloppe études et travaux ».

L'intervention sur le chantier de chaque corps d'état fait l'objet d'un délai particulier.

6.1.2. Calendrier détaillé d'exécution

Les travaux sont à exécuter dans les délais indiqués au calendrier détaillé d'exécution remis par l'entrepreneur pendant la durée de préparation lequel sera remis au plus tard 10 jours avant l'expiration de la période de préparation.

Ce calendrier détaillé d'exécution est réputé contractuel. Le défaut de remise dans le délai ci-dessus du document entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 6.2.3 du présent CCAP.

Les calendriers détaillés d'exécution des travaux sont établis par l'entrepreneur après attribution du marché, à partir du calendrier prévisionnel.

Le calendrier détaillé d'exécution comprend (sous la forme d'un ou plusieurs documents) :

- Le calendrier détaillé des études d'exécution, des fiches matériels et matériaux, échantillons et prototypes éventuels,
- Le calendrier d'exécution des corps d'état et de second œuvre (TCE) ; des essais et opérations préalables à la réception.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'apporter des modifications aux calendriers d'exécution des travaux, et par conséquent à la durée des travaux de chaque corps d'état ou de tâches particulières. L'entrepreneur est alors tenu de prendre en compte et respecter ces modifications, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnisation.

Le calendrier détaillé d'exécution des travaux peut en outre être révisé par le maître d'œuvre au fur et à mesure de l'avancement des ouvrages, afin notamment de tenir compte des exigences de coordination du projet ou des délais requis pour obtenir les approbations et autorisations des pouvoirs publics ayant compétence sur le projet.

L'entrepreneur s'engage à respecter les délais d'exécution qui lui sont notifiés dans les calendriers d'exécution des travaux, même en période de congés annuels.

L'entrepreneur ne peut prétendre par ailleurs remettre en cause des délais des calendriers d'exécution des travaux, si en cours d'exécution il signale au maître d'œuvre une erreur ou une omission figurant dans un document dont il a pu prendre connaissance avant la signature de son marché et qu'il est donc réputé connaître.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution fixé à l'acte d'engagement.

6.1.3. Prolongation (du) (des) délai(s) d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du C.C.A.G./T, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles qui seront défalquées du nombre de journées d'intempéries réellement constatées est fixé à 10 jours calendaires.

Pour être reconnues, les intempéries devront avoir **effectivement retardé les travaux** et entrer dans les catégories suivantes :

a) Dans le cas de travaux extérieurs :

- Vent de vitesse égale ou supérieure à 50 Km/h (14m/s) et d'une durée minimale de 2 heures,
- Pluie drue et continue d'une durée supérieure à 4 heures correspondant à une hauteur d'eau totale de 5 mm,
- Température relevée à 10 heures sur le chantier, inférieure à moins 2° C,
- Chute de neige d'une durée supérieure à 4 heures ou tapis de neige dont l'épaisseur moyenne est égale à 2 cm,
- Verglas tenace empêchant les transports et la circulation sur le chantier et les échafaudages.

b) Dans le cas de travaux à l'intérieur d'ouvrage non clos (locaux non hors d'air) :

- Température inférieure à 2°C relevée à 10 heures à l'intérieur des locaux.
- Verglas tenace empêchant les transports et la circulation sur le chantier et les échafaudages.

c) Dans le cas où, à l'issue d'une période pendant laquelle les phénomènes atmosphériques définis ci-dessus ont été constatés et en application de l'article 18-2 du C.C.A.G./T., un ordre de service arrêtera le nombre de jours pendant lequel le chantier a été suspendu.

Quelle qu'en soit l'origine, les entreprises doivent justifier les intempéries réellement constatées par tout moyen légal à leur disposition (par exemple : relevé météo, déclaration à la caisse responsable...) et les faire valider par le maître d'œuvre au plus tard lors de la réunion de chantier suivante.

Les journées d'intempéries constatées selon les prescriptions ci avant sont décomptées du lundi au vendredi, conformément aux prévisions du calendrier d'exécution.

La détermination de la prolongation du délai d'exécution en jours de calendrier est obtenue par l'application au nombre de jours constatés du coefficient 1,40 (règle des 7/5).

6.1.4. Délais d'exécution des prestations de maintenance

Les délais maximums d'exécution des prestations sont fixés par le titulaire, en heures pour la désincarcération et le dépannage et en jours ouvrés à l'annexe n°1 à l'acte d'engagement, dans le respect des délais maximaux fixés par l'article 23.3 du présent CCAP. Le délai maximal d'intervention pour une désincarcération est de **quarante-cinq (45) minutes**, à compter du déclenchement de la téléalarme, ou à défaut, de toute demande transmise par tout moyen. Le titulaire s'engage à intervenir 24H/24, 7J/7, 365J/AN. Le délai maximal d'intervention pour un dépannage est de **quatre (4) heures**, à compter de la demande de l'Université transmise par tout moyen. Le titulaire s'engage à intervenir

24H/24, 7J/7, 365J/AN. Des délais d'exécution inférieurs peuvent être indiqués sur l'annexe n°1 de l'acte d'engagement complétée par le candidat. Ces délais deviennent contractuels à compter de la signature du marché par le Président de l'université.

En cas de non-respect du délai d'intervention fixé par le titulaire lui-même, des pénalités de retard seront appliquées telles que définies à l'article 6.2 du présent C.C.A.P.

6.1.5. Conditions d'affermissement des tranches

Sans objet

6.2. PENALITES

L'article 6.2 du présent CCAP déroge aux articles 19 du C.C.A.G/Travaux et 14 du C.C.A.G./FCS.

6.2.1. Pénalités pour retard

Les jours de pénalités sont calculés en jours calendaires et cumulés pour l'ensemble des retards partiels constatés.

6.2.1.1. Retard sur une date clé ou une date jalon ou sur le délai d'exécution d'un corps d'état

Le calendrier prévisionnel d'exécution définit les dates de fin de corps d'état, ainsi que les principales dates jalons et dates clés dont la date et la définition exacte sera précisée lors de l'élaboration des calendriers détaillés d'exécution des travaux.

Les dates jalons, points de passage intangibles, rythmeront le déroulement du chantier. Les dates clés toutes placées sur le chemin critique, définiront les enchaînements de tâches et devront permettre de respecter les dates jalons.

Les fractions définissent des montants hors taxes en s'appliquant à la valeur de base augmentée des avenants et O.S., appliqués respectivement au marché de l'entreprise générale.

Le montant de la retenue provisoire pour ces dates clés, dates jalons ou fin de corps d'état, et des pénalités définitives, est fixé par jour calendaire à 1/1000^{ème} du montant du marché considéré, comme indiqué dans l'acte d'engagement.

6.2.1.2. Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives, autres que la dernière, de l'entrepreneur sur le chantier

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, dans le démarrage, l'avancement ou la terminaison d'une tâche, l'entrepreneur encourt une retenue journalière provisoire égale à 50 % de la retenue sur date clé, date jalon ou fin de corps d'état défini ci avant. Cette retenue sera en particulier appliquée pour toute tâche sur le chemin critique.

6.2.2. Pénalités définitives :

Ces retenues sont transformées en pénalités définitives et recalculées à la valeur de cette dernière au moment de l'établissement du décompte final, si l'une des conditions suivantes est remplie :

- ou l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son corps d'état, ou n'a pas respecté ou permis de respecter une date jalon ou une date clé,
- ou l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier,
- toutefois, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de réduire le calcul des pénalités en partie ou totalement notamment sur proposition motivée du maître d'œuvre.

6.2.3. Autres pénalités

Outre les pénalités en cas de retard évoquées ci avant, les retenues décrites ci-après sont applicables dans le cadre de la réalisation de l'opération.

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
• Non-respect des dispositions de l'organisation de chantier (autres que ceux mentionnés par ailleurs) : par jour calendaires	X		
• Stationnement des véhicules de personnels ou de société dans l'enceinte des constructions sans autorisation de la maîtrise d'œuvre	X		
• Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites		X	
• Défaut de nettoyage et d'évacuation des gravats affectée à un corps d'état		X	
• Manquement aux obligations de nettoyage : par jour calendaires et local ou zone de 100 m ² non nettoyée	X		
• Retard dans la constitution du dossier DOE ou des documents d'exploitation sous la forme de dossiers provisoires ou du dossier DIUO: par jour calendaires de dépassement du délai imparti pour cette tâche			X
• Retard dans la production des pièces prévues pendant la période de préparation (Art. 2.1 du présent CCAP)		X	
• Non-respect des obligations fixées à l'article 4 du présent CCAP relatif à l'environnement et au développement durable (notamment établissement du schéma, gestion et élimination des déchets et traçabilité ou bordereaux de suivi de déchets)	X		
• Non-respect des obligations fixées à l'article 15.2.9 du présent CCAP (dégradations causées aux voies publiques) par jour calendaire à partie du constat de la dégradation.	X		

Niveau de la retenue forfaitaire	Montant correspondant
Niveau 1	150 Euros HT
Niveau 2	600 Euros HT
Niveau 3	1 500 Euros HT

Conformément à l'article L. 8222-6 du code du travail, dans le cas où le titulaire ne s'acquitterait pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer des pénalités à hauteur de 10% du montant du marché.

L'application de ces retenues ne dispense en aucun cas l'entrepreneur d'indemniser le maître d'ouvrage du préjudice qu'il aura effectivement subi.

L'ensemble des retenues est applicable de plein droit par simple constatation de l'existence de leur fait générateur, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure à l'entrepreneur. Elles sont immédiatement déductibles des situations mensuelles de l'entrepreneur et sont sans préjudice à l'exercice par le maître de l'ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation à l'entreprise des coûts induits par sa négligence.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés payés séparément, les retenues sont réparties entre ceux-ci conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les retenues sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du maître de l'ouvrage à l'égard des autres co-traitants.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de cumuler les retenues provisoires en les transformant en pénalités définitives au moment de l'établissement du décompte final ou de les réduire en partie ou totalement sur proposition du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG/Travaux, il n'est pas fait application du seuil minimum exonératoire de 1 000 euros pour l'ensemble du marché, ni du seuil limite des pénalités de retard de 10% du montant total hors taxes du marché, ni de la procédure contradictoire avec mise en demeure préalable.

6.2.4. Pénalités relatives aux prestations de maintenance

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, en cas de retard constaté dans l'exécution des prestations, de mauvaise exécution, ou d'absence d'exécution des prestations objet du présent marché, l'Université se réserve le droit d'appliquer des pénalités selon les modalités suivantes.

Le point de départ du délai est, selon le cas d'espèce, la date de notification du marché, la date fixée au planning annuel, le déclenchement de la téléalarme, la réception par le titulaire de toute demande de l'université, ou son représentant, formulée par tous moyens (téléphone, courriel, etc.), la réception d'un rapport de contrôle, le constat d'un dysfonctionnement ou de la panne lors d'une visite ou d'une intervention, la survenance d'un événement, etc.

- En cas d'absence de traçabilité des interventions, de mauvaise tenue ou d'informations manquantes dans un document ou de retard de transmission au service Immobilier d'un document lié à l'exécution des prestations objet du marché (plan de prévention, état des lieux, études de sécurité, dossier d'intervention des ouvrages, notices, devis, rapports de maintenance préventive et corrective, bon d'intervention, déclaration de sous-traitance, etc.) : **50 € TTC par jour ouvré de retard.**

- En cas de retard, au vu du planning fourni par le titulaire, dans les visites de maintenance préventive : **50 € TTC par jour ouvré de retard.**

- En cas de retard dans la remise de la totalité des documents en fin de marché (réversibilité et transférabilité) : **100 € TTC par jour ouvré de retard.**

- En cas de non-respect des obligations relatives à l'environnement et au développement durable, gestion et élimination des déchets et traçabilité (bordereaux de suivi de déchets) : 150 euros TTC par anomalie constatée.

- En cas de retard ou de défaut d'exécution des prestations suivantes :

DESINCARCERATION ET DEPANNAGE	DELAI D'INTERVENTION MAXIMUM	PENALITES
Désincarcération	45 minutes	50 € TTC par ¼ d'heure supplémentaire
Panne ou dysfonctionnement	4 heures	50 € par tranche supplémentaire commencée
Défaut de permanence téléphonique		5% du prix annuel HT par défaut de réponse

AUTRE MANQUEMENTS	PENALITES
Défaut majeur d'entretien	50 € TTC par anomalie constatée
Absence ou non tenue du carnet d'entretien	50 € TTC par anomalie constatée
Absence ou retard de plus d'½ heure aux réunions	30 € TTC par anomalie constatée
Absence ou retard de plus d'½ heure aux visites de contrôles techniques périodiques	50 € TTC par anomalie constatée
Manquement aux consignes de sécurité	150 € TTC par jour et par infraction constatée
Non-respect du délai de levée de réserves	50 € TTC par jour ouvré de retard

En cas de retard dans l'exécution de toute autre obligation légale, réglementaire ou contractuelle, non listée dans les dispositions précédentes : cinquante euros TTC par jour ouvré de retard.

En cas de mauvaise ou absence d'exécution de toute autre obligation légale, réglementaire ou contractuelle, non listée dans les dispositions précédentes : cinquante euros TTC par manquement constaté.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas 1 000 euros hors taxes pour l'ensemble du marché, et il n'est pas fait application du seuil limite des pénalités de retard de 10% du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande, ni de la procédure contradictoire avec mise en demeure préalable.

Si ces pénalités restent sans effet, l'Université pourra résilier de plein droit le marché en application des articles 38 et suivants du CCAG/FCS. Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG/FCS, la résiliation n'est pas obligatoirement précédée d'une mise en demeure, ni d'une procédure contradictoire.

7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

7.1. RETENUE DE GARANTIE

En application de l'article R.2191-32 et suivants du code de la commande publique, le présent marché est soumis à retenue de garantie d'un montant de cinq pour cent (5%) du montant des travaux tel qu'il résulte de l'acte d'engagement et des avenants éventuels.

En application de l'article R.2191-33, la retenue de garantie est fixée à 3% pour les PME.

Cette retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ; cette garantie à première demande devra automatiquement être complétée, en cas d'avenant, dans les mêmes conditions.

L'absence de constitution de la garantie à première demande à la remise du 1^{er} acompte, fait perdre au titulaire toute possibilité de substitution et la retenue de garantie sera alors prélevée automatiquement sur chaque acompte.

7.2. AVANCE

En application des articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique, une avance est versée à l'entrepreneur, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial des travaux du marché.

En application de l'article R.2191-7 du code de la commande publique, l'avance est fixée à 20 % pour les PME.

Ce montant n'est ni révisé, ni actualisé.

Le remboursement de cette avance se fera dans les conditions fixées à l'article R.2191-11 du code de la commande publique.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés conjointement, les dispositions qui précèdent sont applicables aux travaux exécutés directement par chaque co-traitant, lorsque le montant des travaux est au moins égal au seuil fixé par le code des marchés publics pour le versement de l'avance.

A leur demande, une avance forfaitaire peut-être versée aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions fixées à l'article R.2191-3 du code de la commande publique.

8. PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

8.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

En ce qui concerne la qualité des matériaux et produits, il sera fait application de l'article 23 du C.C.A.G/T.

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

8.2.1. Définition des compléments et dérogations

Le C.C.T.P. définit les compléments (et dérogations) à apporter aux dispositions du C.C.A.G./T et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

8.2.2. Précision des matériaux

Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

8.2.3. Fournitures et matériaux

La référence à des marques dans le CCTP ou sur les plans, qu'elles soient françaises ou étrangères, a pour objet de préciser le choix du maître d'œuvre sur la qualité, les caractéristiques et l'aspect de ces fournitures, sans pour autant éliminer d'autres fabrications qui leur sont équivalentes et qui peuvent être acceptées si, après avoir été proposées et examinées, elles étaient reconnues satisfaisantes par le maître d'œuvre et acceptées par le maître de l'ouvrage, à condition toutefois que ces matériaux soient homologués Normes Françaises ou Européennes. Le refus par le maître d'œuvre n'a pas à être justifié et ne peut en aucun cas entraîner une modification du prix forfaitaire ou du délai contractuel.

8.2.4. Exécution des essais et vérifications

Le maître d'œuvre peut décider, après accord du maître d'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché,

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés en dépenses contrôlées,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

8.2.5. Réglementation sur la sécurité des personnes

Pour tout ce qui concerne la réglementation sur la sécurité des personnes et avant tout emploi, l'entrepreneur adresse au maître d'œuvre et au contrôleur technique les procès-verbaux d'essais effectués par des laboratoires agréés, des matériaux ou éléments de construction qu'il se propose d'employer. Ces procès-verbaux attestent que le comportement au feu desdits matériaux ou éléments de construction répond à l'utilisation qui en est prévue.

L'entrepreneur n'a toutefois pas à produire de procès-verbaux pour les matériaux ou éléments de construction qui seraient déjà munis d'une marque de contrôle NF, indiquant leur catégorie de réaction au feu ou leur degré de résistance au feu.

9. IMPLANTATION DES OUVRAGES

L'entrepreneur est également responsable de l'exactitude de la position, des niveaux, des cotes et de l'alignement de toutes les parties des ouvrages et de la fourniture de tous les instruments, matériaux et main d'œuvre nécessaires y afférents.

Avant de commencer tout ouvrage sur le site, l'entrepreneur vérifie l'exactitude, la position, les niveaux, les cotes et l'alignement de tous les ouvrages en place exécutés par d'autres entreprises, auxquels ses ouvrages sont attenants ou dont ils dépendent.

Toutes différences ou écarts constatés dans les ouvrages exécutés par d'autres entreprises, qui peuvent affecter la bonne exécution des ouvrages, sont immédiatement signalés par écrit au maître d'œuvre.

Si à un moment quelconque pendant l'avancement des ouvrages, une erreur est constatée ou se produit dans la position, les élévations, les cotes ou l'alignement de l'une quelconque des parties des ouvrages, l'entrepreneur y remédie jusqu'à la satisfaction du maître d'œuvre.

La vérification de cotes, d'alignements et d'élévations par le maître d'œuvre, ne dégage en aucun cas l'entrepreneur de sa responsabilité d'en vérifier l'exactitude.

10. PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX - PLANS D'EXECUTION - NOTE DE CALCULS - ETUDES DE DETAIL

L'entrepreneur devra procéder aux opérations énoncées ci-après :

- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné d'un projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du C.C.A.G/T,
- établissement du Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS) ainsi que du plan de desserte du chantier (voies d'accès et raccordements aux réseaux) définis par la réglementation en vigueur,
- établissement et présentation de plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G./T et au présent article.

L'ensemble des documents nécessaires à l'établissement par l'entrepreneur, des documents d'exécution et des plans d'atelier et de chantier (PAC) ont été remis par le maître d'œuvre lors de la consultation des entreprises.

En conséquence, l'entrepreneur devra établir l'ensemble des documents d'exécution (notes de calcul, PEO, PAC, fiches techniques, etc.) nécessaires à l'exécution des travaux.

Ces documents devront être diffusés en **trois (3)** exemplaires auprès des différents acteurs suivant une procédure définie lors de la période de préparation.

Application des prescriptions DF4, CH4, GZ3, EL1, EC3 et MS3 du règlement de sécurité.

En application de l'article GE2 §2 du règlement de sécurité, l'entrepreneur doit fournir au maître d'ouvrage sous le couvert du maître d'œuvre 40 jours au moins avant le commencement des travaux concernés par ces prescriptions, les dossiers techniques et justificatifs prescrits par les articles du règlement de sécurité mentionnés ci-dessus.

Les plans d'exécution sont remis au contrôleur technique pour Avis et à la maîtrise d'œuvre pour Visa.

A défaut d'abréviations différentes proposées par ses soins lors de la période de préparation, la maîtrise d'œuvre vise les documents avec la mention (ces mentions pourront être utilisées par les autres intervenants tels que le CSPS) :

- "Visa Sans Observations" (VSO),
- "Visa Avec Observations" (VAO),
- "Visa Avec Observations Bloquantes" (VAOB),
- "Refusé" (REF),
- "Document Non A Viser" (NAV),

Par ailleurs, le contrôleur technique émet un avis sur les plans d'exécution des ouvrages

- Avis Favorable, (F)
- Avis Défavorable, (D)
- Avis Suspendu (S)
- Sans objet (SO)
- Hors mission (HM)

Dans les deux premiers cas respectivement de visa (VSO et VAO) de la maîtrise d'œuvre et d'avis du contrôleur technique (Favorable ou Suspendu), et après avoir recueilli ces deux avis, l'entrepreneur établit et diffuse un nouvel indice Bon pour Synthèse "BPS" ou Bon pour Exécution "BPE" utilisés respectivement pour la synthèse (le cas échéant) et pour l'exécution des travaux. Ce nouvel indice comprend si nécessaires les éléments complémentaires utiles pour la synthèse (arases...) ou l'exécution (éléments de PAC...). Le fait de diffuser ces nouveaux indices implique pour l'entrepreneur d'avoir pris en compte pour leur établissement les observations de la maîtrise d'œuvre (cas du VAO) et l'avis du contrôleur technique (cas de l'Avis Suspendu). Ces documents BPS ou BPE ne feront pas l'objet d'un nouveau Visa.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur diffuse un nouvel indice "pour visa" sans les mentions "BPS" ou "BPE" *accompagné d'un document explicitant de manière détaillée le ou les points de désaccord avec les observations de la maîtrise d'œuvre ou du contrôleur technique*. Au cas où un document VSO ou VAO est rediffusé "pour visa" (sans les mentions "BPS" ou "BPE") *et sans être accompagné d'un document explicitant le ou les points de désaccord*, il sera automatiquement considéré comme REF (Refusé).

Dans le cas de document "Refusé" (REF) ou "Avec Observations Bloquantes" (VAOB) ou avec Avis Défavorable, l'entrepreneur doit diffuser un nouvel indice "pour visa" pour obtention du VSO ou du VAO et de l'avis Favorable ou Suspendu, sans que cela puisse lui permettre de prétendre à aucune prolongation de délais.

La maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage sont tenues informées des échanges entre l'entrepreneur et le contrôleur technique.

L'entrepreneur s'interdit d'utiliser sur le site tout document non revêtu de son BPE (Bon pour Exécution). Dans le cas contraire, la maîtrise d'œuvre pourra purement et simplement refuser l'ouvrage correspondant ou exiger sa démolition, sans que cette décision porte prolongation des délais contractuels ou versement d'indemnités. L'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'aucun retard dans le visa de la maîtrise d'œuvre ou du contrôleur technique pour se soustraire à cette obligation.

Les documents d'exécution doivent être diffusés suivant un ordonnancement logique et à un rythme permettant à la maîtrise d'œuvre et au contrôleur technique de viser des ensembles homogènes de documents en ayant toutes les informations nécessaires (les notes de calcul précédant les plans d'exécution, les échantillons sont présentés avant les PAC, etc...). Le calendrier détaillé des études d'exécution sera établi sur ces bases et ménagera chaque fois que possible des marges libres entre les études et les délais de travaux (tâches de commande et d'approvisionnement).

Pour établir la planification des études d'exécution, le délai de la maîtrise d'œuvre et du contrôleur technique pour donner leur visa ou avis sera de 2 semaines en moyenne et ne dépassera pas 3 semaines, sauf exception.

Tout document pour lequel le visa est suspendu à l'obtention d'un autre document sera considéré comme Refusé (REF).

Aucune demande ou justification de quelque ordre que ce soit basée sur un retard dans le visa de documents d'exécution par la maîtrise d'œuvre ou le contrôleur technique, ne sera recevable si ces documents n'ont pas été présentés conformément aux formes décrites ci avant et dans le respect des dates prévisionnelles de diffusion.

Au cas où un document BPS (le cas échéant) ou BPE doit faire l'objet d'un nouvel indice, suite à une modification par exemple, il appartient à l'entrepreneur de maintenir le statut BPS ou BPE si la modification est mineure, ou de solliciter un nouveau visa accompagné d'un document explicitant les raisons du nouvel indice.

11. PARTICIPATION A LA CELLULE DE SYNTHESE

Une mission de synthèse sera assurée par l'entrepreneur avec tout intervenant nécessaire au chantier. Elle sera supervisée par le maître d'œuvre.

12. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Des réunions générales, dites de chantier ou de coordination auxquelles les représentants qualifiés de l'entrepreneur seront tenus de participer, seront organisées à l'initiative du maître d'œuvre pour permettre à tous les participants à l'acte de construire de se rencontrer et d'évoquer les problèmes généraux du chantier et d'y apporter des solutions.

Ces réunions auront lieu chaque fois que l'intérêt du chantier l'exigera. Leur fréquence sera au minimum de 1 par semaine.

Par ailleurs, il pourra être organisé à l'initiative du maître d'œuvre des réunions particulières au cours desquelles il sera procédé par le maître d'œuvre à la vérification des travaux et où il lui sera remis par chaque entrepreneur ses rapports journaliers de qualité.

De plus, dès la période de préparation de chantier et pour toute sa durée, des réunions ponctuelles ou systématiques pourront être organisées (mise au point des calendriers, réunions d'études, etc.)

A l'issue de toutes ces réunions, il sera établi et diffusé un compte-rendu par le maître d'œuvre qui sera accepté lors de la réunion suivante par toutes les parties en présence, ou au plus tard à l'issue d'une période de 7 jours sans notification de réserves écrites.

Les représentants de l'entrepreneur à chacune de ces réunions doivent être qualifiés et mandatés pour pouvoir engager celui-ci pour toute décision rendue nécessaire par l'objet de la réunion. A défaut, l'entrepreneur sera considéré comme absent et ne pourra plus s'opposer à aucune décision prise lors de cette réunion.

13. ECHANTILLONS ET PROTOTYPES

13.1. ECHANTILLONS

Les échantillons sont demandés par le maître d'œuvre. Ils sont présentés par l'entrepreneur qui en assure la fourniture et son enlèvement après exploitation et avis du maître d'ouvrage.

13.2. PROTOTYPES

La forme et les conditions d'exécution des prototypes sont définies par le maître d'œuvre. Tous les corps d'état impliqués dans la partie de construction objet du prototype doivent participer à sa réalisation avec les matériaux et matériels conformes à leur marché. L'entrepreneur doit la réalisation du prototype (y compris les ouvrages annexes nécessaires à sa conservation), la rectification de leurs ouvrages en fonction des observations, leur maintien en l'état pour la durée prévue dans les pièces, leur dépose et évacuation du chantier.

14. ORGANISATION SECURITE – PROTECTION DE LA SANTE

14.1. PRINCIPES GENERAUX

L'entrepreneur devra satisfaire en tous points aux obligations qui découlent de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, de ses décrets et arrêtés d'application parus à la date de démarrage des travaux, objets du présent marché.

L'entrepreneur établira un PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) et mettra en œuvre les dispositifs de sécurité qui y seront définis.

14.2. SECURITE

14.2.1. AFFICHAGE OBLIGATOIRE

L'entrepreneur fournira et posera, dès l'ouverture du chantier et à l'entrée principale du chantier, un panneau dont l'implantation, les caractéristiques et le texte seront validés par le maître d'ouvrage.

14.2.2. INSTALLATION DES CHANTIERS

Les installations de chantier et leur emplacement seront définis par les entreprises sous le contrôle de la maîtrise d'ouvrage au cours de la préparation du chantier.

Les lieux doivent être remis en état dans le délai global d'exécution des prestations.

Le maître d'ouvrage se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entrepreneur.

Remarque : Des locaux pourront être mis à disposition des entreprises, sous réserve de disponibilité desdits locaux. Ces locaux pourront regrouper des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration.

14.2.3. SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER

Les obligations de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur le chantier incombent à l'entrepreneur en vertu des dispositions du code du travail.

Pour l'application de l'article 6 du C.C.A.G. – Travaux, l'entrepreneur est réputé s'être informé auprès des services de l'Inspection du travail dont dépendra le chantier, des modalités d'application des textes concernant la protection de la main-d'œuvre et les conditions de travail et maintiendra avec ces services des relations permanentes pour s'enquérir de l'évolution de ces modalités.

14.2.5. PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.)

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé indiquera en outre :

- les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux ;
- les dispositions en matière de secours et d'évacuation, notamment :
 - les consignes à observer pour les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades ;
 - le nombre de travailleurs du chantier ayant reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence ;
 - le matériel médical existant sur le chantier ;
 - les mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves,
- les mesures prises pour assurer l'hygiène des conditions de travail et celles des locaux destinés au personnel notamment :
 - pour chacune des installations prévues, leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible,
- l'énumération des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation de l'opération, en distinguant les mesures spécifiques prises par l'entreprise pour prévenir les risques découlant :
 - de l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs de l'entreprise,
 - des contraintes propres au chantier ou à son environnement en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses,
- la description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la sécurité et la santé des autres intervenants sur le chantier ;
- les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la sécurité et la santé que peuvent encourir les salariés de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.

Le P.P.S.P.S. analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs occupés sur le chantier.

Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du chantier.

Il indique les mesures de protection collective ou à défaut individuelle adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y attachent.

Il précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.

Le P.P.S.P.S. sera tenu à jour par l'entrepreneur qui en signalera les modifications au maître de l'ouvrage.

14.2.6. SIGNALISATION DES CHANTIERS

La signalisation du chantier dont les zones intéressent la circulation sur les espaces publics sera réalisée par l'entrepreneur sous le contrôle de l'autorité compétente.

14.2.7. COMMUNICATIONS A TRAVERS LE SITE

A la demande de l'entrepreneur, et en accord avec le maître d'ouvrage, les communications à travers le site des travaux pourront être restreintes.

14.2.8. OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVE

En dérogation à l'article 31.3 du C.C.A.G. – Travaux, les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé et les permissions de voirie devront être demandées par l'entrepreneur à l'autorité compétente. L'entrepreneur anticipe une éventuelle difficulté dans l'obtention de ces autorisations afin de ne pas retarder les délais d'exécution.

14.2.9. DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES

En dérogation à l'article 34.1 du C.C.A.G. – Travaux, les contributions ou réparations dues pour des dégradations causées aux voies publiques seront à la charge de l'entrepreneur.

En cas de non-respect de ces obligations, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150 € TTC, conformément à l'article 6.2.3 du présent CCAP.

15. OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE SES SOUS-TRAITANTS

Le titulaire a interdiction de sous-traiter les prestations principales du marché. Seules les prestations subsidiaires peuvent être sous-traitées, dans les conditions ci-dessous.

Le titulaire ne peut sous-traiter une partie des prestations dont il est chargé d'assurer l'exécution sans autorisation écrite de l'administration contractante, sous peine de résiliation du marché de plein droit, à ses torts exclusifs et sans indemnité.

Un sous-traitant présenté à l'Université en cours d'exécution du marché devra faire l'objet d'un acte spécial de sous-traitance.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect de la réglementation.

En l'absence de communication du contrat de sous-traitance dans un délai quinze jours à compter de mise en demeure ou de la demande de l'université formulée par tous moyens, le titulaire encourt également la résiliation du marché de plein droit, à ses torts exclusifs et sans indemnité.

Le recours à la sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations contractuelles. Les pénalités sont supportées par le titulaire.

16. PRECHAUFFAGE

Sans objet dans le cadre de la présente opération.

17. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

17.1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du C.C.T.G., par le C.C.T.P. ou par le bureau de contrôle technique sont assurés par et aux frais de l'entrepreneur, à la diligence et en présence du maître d'œuvre.

Si les résultats obtenus ou escomptés ne sont pas positifs, les essais et contrôles complémentaires ou nouveaux imposés à l'entrepreneur, sont entièrement à sa charge.

17.2. RECEPTION DES OUVRAGES

En complément des dispositions de l'article 41 du C.C.A.G./T., il sera fait application des dispositions suivantes. La réception totale des ouvrages a lieu à l'achèvement des travaux objet du présent marché. Elle prend effet à la date de cet achèvement.

La réception ne peut être prononcée qu'après remise au maître d'œuvre :

- Des pièces visées au CCTP

- Des documents techniques et administratifs, nécessaires à la livraison et à l'exploitation des ouvrages tels que :
 - Les fiches de contrôles et essais internes effectués pendant les travaux,
 - Les attestations de conformité,
 - Les procès verbaux d'essais,
 - Les attestations de conformité aux labels demandés pour l'opération,
 - Les attestations de conformité ou procès-verbaux d'essai de mise en service, délivrés par les services publics concédés,
 - Les attestations de conformité, pour les installations relevant des règles édictées par les compagnies d'assurances,
 - Les attestations de conformité ou procès-verbaux d'essai, réaction au feu, des matériels et matériaux mis en œuvre,
 - Un dossier provisoire d'exploitation comprenant tous les schémas, notices d'exploitation, etc., permettant l'exploitation provisoire de l'ouvrage.
 - La remise au coordonnateur SPS des documents indispensables à la constitution du DIUO.

Le calendrier d'exécution fixe la durée de la période pendant laquelle l'entrepreneur est tenu de :

- S'assurer que ses travaux sont achevés ou en voie d'achèvement pour être reçus par le maître de l'ouvrage à la date fixée pour la réception et, à défaut, prendre toute mesure corrective en accord avec le maître d'œuvre pour satisfaire aux exigences de la livraison,
- Mettre à la disposition du maître d'œuvre les personnels et matériels nécessaires à la composition d'une équipe de finition, constituée d'ouvriers de chaque corps d'état, demeurant sous la dépendance et la responsabilité de leur entreprise, pour exécution, sous la direction d'un responsable choisi à l'intérieur de l'entreprise de gros œuvre, des tâches de finition et parachèvement,
- Constituer le dossier provisoire d'exploitation visé ci avant pour le remettre au maître d'ouvrage, avant le jour fixé pour la réception,
- Initier le personnel d'exploitation à l'utilisation et à l'entretien courant du matériel, des ouvrages et installations, à compter, s'il y a lieu, du début de la période visée ici à expiration d'une période de quatre-vingt-dix jours (90) après la date de réception,
- Prendre toutes dispositions pour obtenir tous les certificats de conformité technique (Consuel, GDF, etc.) nécessaires et régler tous les frais afférents aux opérations de contrôle ou de vérification,
- Signaler aux administrations, organismes et services intéressés, et dans les délais réglementaires, les dates de terminaison de chacune de ses interventions,
- Effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents afin d'obtenir la mise en service des installations en temps voulu,
- Se procurer les formulaires nécessaires, les faire signer par le maître de l'ouvrage et les remettre aux services et organismes intéressés,
- Se tenir, enfin, à la disposition du maître d'œuvre pour assister à toutes les réunions, participer à toutes les visites destinées à obtenir et constater le parfait achèvement des travaux ainsi que la satisfaction aux différentes spécifications.

17.3. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

L'entrepreneur remettra le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.) dans un délai d'un mois à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Ces documents seront informatisés et remis en deux (2) exemplaires papier ainsi que sur un (1) CD Rom contenant les fichiers au format AUTOCAD et PDF :

- 1 exemplaire sera transmis au maître d'œuvre pour visa
- 1 exemplaire au maître d'ouvrage

Le défaut de remise dans le délai ci-dessus des documents entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 6.2.3 du présent CCAP.

18. DELAIS DE GARANTIE

Les dispositions de l'article 44 du C.C.A.G./Travaux sont seules applicables.

19. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les co-traitants et sous-traitants doivent justifier au moyen d'une attestation nominative détaillée émanant de leur assureur qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance garantissant toutes les conséquences en cas d'accident ou de dommages causés dans le cadre de l'exécution du marché. La police d'assurance devra prévoir le maintien des garanties dans le temps conformément à la réglementation.
- D'une assurance couvrant toutes les conséquences des responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2, 1792-3 et 2270 du Code civil. La police d'assurance devra prévoir le maintien des garanties dans le temps conformément à la réglementation.

De plus chaque année, pour la maintenance, le titulaire devra fournir une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par les matériels, par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution, sous peine de résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnité. La garantie devra être suffisante ; elle devra être illimitée pour les dommages corporels. L'attestation d'assurance devra être adressée au service des marchés de l'Université.

20. DOCUMENTS A PRODUIRE A LA CONCLUSION ET PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE

A la conclusion du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution le titulaire du marché devra remettre au pouvoir adjudicateur :

- a) Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois.
- b) Une attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a ou au b du présent article.
- c) Une attestation sur l'honneur établie par l'entrepreneur à la date de signature du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 320, sur la déclaration nominative d'emploi d'un salarié et L. 143-3 et R. 143-2 sur les obligations relatives aux bulletins de salaire.

Si le titulaire est obligé de s'inscrire au registre de commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis),
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le n° d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.

21. CORRESPONDANTS

21.1. CORRESPONDANTS DU TITULAIRE

Le titulaire indiquera sur l'annexe 1 de l'acte d'engagement les coordonnées des correspondants dans l'entreprise, interlocuteurs dédiés à notre Université. Ces interlocuteurs devront être facilement joignables. Cette annexe précisera également les coordonnées du service en charge des interventions de maintenance.

21.2. CORRESPONDANTS DE L'UNIVERSITE

M. Bruno BERZIN, Chef du service immobilier
Université Paris-Panthéon-Assas
Service immobilier
12 place du Panthéon
75231 PARIS CEDEX 05
Tel. : 01.44.41.55.83
Courriel : Bruno.Berzin@assas-universite.fr

M. Vincent JARDIN, Chargé de projet service immobilier
Université Paris-Panthéon-Assas
Service Immobilier, Pôle travaux
12 place du Panthéon
75231 PARIS CEDEX 05
Téléphone : 01 44 41 55 55
Courriel : vincent.jardin@assas-universite.fr
Pour les renseignements et le suivi administratif du marché :

Université Paris-Panthéon-Assas
Direction des affaires institutionnelles et juridiques
12 place du Panthéon
75231 PARIS CEDEX 05
Téléphone : 01 44 41 55 39
Courriel : savannah.rodriquez@assas-universite.fr

22. MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE

Le titulaire assure les prestations de maintenance préventive et corrective, ainsi que l'établissement des documents liés à l'exécution des prestations, conformément à la réglementation en vigueur et aux dispositions du présent CCAP, dans le cadre d'une obligation de résultat. Le titulaire fait intervenir des agents qualifiés et habilités, dotés des matériels adaptés aux normes en vigueur.

En cas de retard constaté dans l'exécution des prestations objet du présent marché, l'Université se réserve le droit d'appliquer des pénalités selon les modalités prévues à l'article 6.2 du présent C.C.A.P.

22.1. PLAN DE PREVENTION ET PLAN DE CONTINUITE DES PRESTATIONS

a. Plan de prévention et mesures sanitaires

Dès la réception des travaux, le titulaire organise la visite des équipements en contactant le pôle maintenance, afin de convenir d'une date et horaire de rendez-vous. Cette visite permettra au titulaire d'établir un plan de prévention incluant les préconisations de sécurité sanitaire en collaboration avec l'Université. Le plan de prévention est établi par le titulaire et adressé au responsable du pôle maintenance de l'Université par courriel, dans un délai d'un mois suivant la visite des sites, **soit dans un délai maximal de deux (2) mois après démarrage des prestations de maintenance.**

La durée de validité du plan de prévention est de quatre (4) ans.

Le titulaire est tenu au titre de son obligation d'information et de conseil, notamment, d'alerter l'Université sur tous nouveaux risques détectés, par courriel adressé au pôle maintenance. En cas de modification importante sur le site et/ou si de nouveaux risques sont détectés par le titulaire, ou par l'Université, le plan de prévention fera l'objet de modifications.

Le titulaire devra se conformer à la même procédure, soit une visite avec le chef de centre et/ou tout représentant de l'Université et l'envoi dans un délai d'un mois suivant la visite du plan de prévention modifié, par courrier postal et par courriel au responsable du pôle maintenance de l'Université.

La participation aux visites et la réalisation du plan de prévention n'ouvrent pas droit pour le titulaire et ses sous-traitants à rémunérations supplémentaires et doivent être incluses dans le prix global et forfaitaire figurant à l'annexe n°1 de l'acte d'engagement. Des pénalités sont susceptibles d'être appliquées en cas d'absence au rendez-vous, de retard dans l'organisation, la réalisation ou la communication du plan de prévention, ou de défaut d'application, telles que définies à l'article 6.2 du présent C.C.A.P.

b. Plan de continuité des prestations

Dans le cas d'évènements majeurs pouvant entraîner une dégradation des prestations ou une difficulté à exécuter les prestations sur les sites inclus au présent marché (grèves, épidémies, ou cas de force majeure), le titulaire doit adresser un plan de continuité des prestations, dans les plus brefs délais et au plus tard un (1) mois à compter de la survenance de l'évènement, par courriel et par courrier postal, au Pôle maintenance de l'Université. Ce plan de continuité doit faire l'objet d'une validation préalable de l'Université afin d'être rendu applicable.

Le coût de la prestation est inclus dans le prix global et forfaitaire figurant à l'annexe n°1 de l'acte d'engagement. En cas de retard ou mauvaise exécution, des pénalités seront appliquées telles que définies à l'article 6.2 du présent C.C.A.P.

22.2. MAINTENANCE PREVENTIVE

La maintenance préventive a pour objectif de contrôler l'état des équipements, d'entretenir les installations, afin de prévenir efficacement les dysfonctionnements, de manière à en garantir le parfait fonctionnement à tout moment.

La maintenance préventive inclut notamment le contrôle de l'état des équipements, le nettoyage des pièces et organes, les menues réparations, la fourniture des consommables, le remplacement des pièces défectueuses d'un prix unitaire inférieur à trois cents euros hors taxes (< 300 € HT), l'entretien des installations et les mesures d'entretien destinées à prévenir efficacement tout dysfonctionnement, ainsi que l'établissement de la documentation de suivi.

Le titulaire s'engage à effectuer au minimum les vérifications imposées par la réglementation en vigueur, par le présent CCAP, complétées, le cas échéant, par celles indiquées dans son mémoire technique et l'annexe 1 à l'acte d'engagement. Le titulaire précisera le contenu de la maintenance préventive, le nombre de visites annuelles et le planning détaillé.

Le prix de ces prestations est inclus dans le prix global et forfaitaire du marché, fixé à l'annexe n° 1 de l'acte d'engagement.

Dans un délai d'un mois suivant la réception des travaux et la mise en ordre de marche des matériels, et à chaque date anniversaire du présent marché, le titulaire devra fournir au service Immobilier un planning des visites de maintenance préventive par courriel. Une mise à jour du planning de maintenance préventive pour l'année suivante doit être transmise un mois calendaire avant chaque date anniversaire de réception des travaux du présent marché.

La maintenance préventive est exécutée à l'initiative du titulaire pendant les heures et jours ouvrables selon le planning annuel de visites. Le titulaire convient des dates et horaires de visites avec le Pôle maintenance, par courriel. Toute visite s'effectue à l'heure précise sur rendez-vous préalable avec l'Université, aux heures et aux lieux convenus. Les plages horaires sont interdites.

Au moins une semaine au préalable, le titulaire confirme son passage par tous moyens (appel confirmé par écrit, courriel, télécopie).

En cas de modification de la date prévue, le titulaire doit impérativement prévenir par tous moyens, dans un délai raisonnable le Pôle maintenance et convenir d'une nouvelle date, dans les conditions précitées.

En cas de non-respect de ces indications, la visite sera réputée comme n'ayant pas été effectuée.

22.3. MAINTENANCE CORRECTIVE

La maintenance corrective consiste en la réalisation du constat d'un dysfonctionnement, la recherche de la cause de la panne, la préservation des installations, et enfin, la remise en service des équipements de manière à ce qu'ils puissent accomplir leur fonction d'origine. Afin d'accomplir sa mission, le titulaire est donc tenu de rechercher l'origine du défaut ou de la panne, la remise en service des équipements en effectuant les réparations ou le remplacement du matériel nécessaire, et en cas d'impossibilité immédiate, la prise de mesures conservatoires destinées à empêcher une détérioration supplémentaire des installations. La maintenance corrective comprend également l'exécution des contrôles nécessaires et l'établissement de la documentation exigible.

Le titulaire sera tenu d'avoir en permanence à proximité immédiate un stock de pièces de rechanges lui permettant d'assurer tous les dépannages et opérations d'entretien. Le titulaire aura notamment examiné les possibilités éventuelles de stockage sur place lors de sa visite des lieux.

Le dépannage comprend l'action physique exécutée pour permettre à un équipement en panne d'accomplir sa fonction requise pendant une durée limitée jusqu'à ce que la réparation soit exécutée.

Le diagnostic de panne comprend toutes les actions menées pour la détection de la panne, sa localisation et l'identification de la cause.

Les prestations de diagnostic de panne et de dépannage sont incluses dans le prix global et forfaitaire annuel de la maintenance.

Les prix incluent également la recherche de l'origine du dysfonctionnement, la prise de mesures conservatoires, les réparations, les contrôles et la remise en service des équipements, les garanties, ainsi que la transmission des documents de suivi d'exécution.

Les modalités d'exécution de la maintenance corrective seront présentées dans le mémoire technique du candidat, ainsi que dans l'annexe de l'acte d'engagement à compléter par le candidat, concernant les délais, dans le respect de la réglementation en vigueur et des présentes dispositions.

Préalablement à l'intervention, le titulaire prendra contact avec le service Immobilier de l'Université pour convenir du jour et de l'heure du dépannage.

Le titulaire atteste être en mesure de fournir les pièces détachées adaptées aux installations et s'engage à en assurer la disponibilité pour la durée totale du marché. Le titulaire expose dans son mémoire technique les moyens mis en œuvre afin de satisfaire à cette obligation et s'y conforme.

En cas de remplacement d'une pièce, le titulaire est tenu de fournir au service Immobilier le descriptif technique de la pièce remplacée, le certificat d'associativité avec l'installation, ainsi que le délai de garantie de la pièce.

Les délais d'intervention de maintenance corrective sont renseignés en annexe de l'acte d'engagement.

Ces délais s'appliqueront à compter de la réception de la demande de l'Université effectuée par téléphone, confirmée par courriel ou par télécopie, à destination du service du titulaire chargé de la maintenance corrective. En cas d'appel ou de demande d'intervention de l'université, le titulaire délivre un numéro d'enregistrement.

Le candidat doit indiquer dans son mémoire technique les modalités d'exécution de la prestation.

Le délai maximal d'intervention pour une désincarcération est de **quarante-cinq (45) minutes**, à compter du déclenchement de la téléalarme, ou à défaut, de toute demande transmise par tout moyen. Le titulaire s'engage à intervenir 24H/24, 7J/7, 365J/AN.

Le délai maximal d'intervention pour un dépannage est de **quatre (4) heures**, à compter de la demande de l'Université transmise par tout moyen. Le titulaire s'engage à intervenir 24H/24, 7J/7, 365J/AN.

Des délais d'exécution inférieurs peuvent être indiqués sur l'annexe n°1 de l'acte d'engagement complétée par le candidat. Ces délais deviennent contractuels à compter de la signature du marché par le Président de l'université.

En cas de retard, l'Université se réserve le droit d'appliquer des pénalités selon les modalités prévues à l'article 6.2 du présent C.C.A.P.

Bons de commande et devis éventuels

En cas de remplacement de pièce ou matériel de prix unitaire égal ou supérieur à trois cents euros hors taxes (≥300 euros HT), la commande de la prestation de maintenance corrective s'effectue, au fur et à mesure des besoins, par l'émission de bons de commande de l'Université, selon le coefficient de vente fixé à l'annexe n°1 à l'acte d'engagement appliqué au tarif fournisseur.

Si l'Université en fait la demande, le titulaire établit un devis détaillé, dans le délai et aux prix indiqués à l'annexe n°1 à l'acte d'engagement. L'émission du bon de commande vaut validation du devis.

Par dérogation au délai prévu à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier dans un délai de **deux (2) jours ouvrés** à compter de la date d'**émission** du bon de commande, sous peine de forclusion.

Attention : les prestations réellement livrées, installées, ou exécutées ne seront payées que sur présentation du bon de commande de l'Université, et du devis le cas échéant, annexés à la facture.

22.4. AFFICHAGE DES CONSIGNES D'EXPLOITATION

Le titulaire s'engage à afficher sur site les consignes d'exploitation des installations et ce pendant toute la durée du marché.

Le titulaire inclut le montant de cette prestation dans la décomposition du prix global et forfaitaire l'annexe à l'acte d'engagement.

23. DOCUMENTATION EXIGEE ET CONTRÔLE D'EXECUTION DE LA MAINTENANCE

Afin de contrôler la bonne exécution de l'ensemble des prestations de maintenance, le titulaire doit établir et remettre à l'Université un certain nombre de documents, durant toute la durée du marché.

Si l'Université estime que les mentions portées dans ces divers documents ne sont pas exploitables car peu compréhensibles ou mal renseignées, elle se réserve le droit de demander au titulaire du marché d'y apporter des précisions dans un délai raisonnable. Faute d'apporter ces précisions, les documents en question sont considérés comme n'ayant pas été établis.

En cas de retard constaté dans l'exécution des prestations objet du présent contrat, l'Université se réserve le droit d'appliquer des pénalités selon les modalités prévues à l'article 6.2 du présent C.C.A.P.

23.1. REGISTRE DE SECURITE

A chaque visite de maintenance préventive ou corrective, le titulaire est tenu de remplir et de signer le registre de sécurité situé à l'accueil du centre. Toute visite non consignée dans le Registre de Sécurité et/ou non signée sera considérée comme non effectuée.

23.2. BONS D'INTERVENTION

Le titulaire est tenu de conserver une trace écrite **de chaque intervention**.

On entend par intervention, le passage du technicien dans le cadre de la maintenance préventive, de la maintenance corrective ou de la participation aux visites de contrôle technique.

Ces écrits devront rester sur place et comporter à minima les mentions suivantes :

- la dénomination et la date d'installation du matériel,
- pour chaque intervention effectuée :
 - o la description et la nature de l'intervention ;
 - o la date et la durée de l'intervention (heure de début et heure de fin) ;
 - o en cas de dépannage, la date à laquelle le problème a été signalé et la date à laquelle la réparation a été effectuée, la nature de la panne, la cause de l'incident et les mesures prises ;
 - o en cas de changement de pièce, la description de l'organe remplacé ;
 - o en cas de travaux, les modifications effectuées ;
 - o **le nom et la signature du technicien ayant effectué l'intervention ;**
 - o le nom et la signature du représentant de l'Université.

Toute visite non consignée et/ou non signée par le responsable de centre sera considérée comme non effectuée.

23.3. RAPPORT DE MAINTENANCE

Un compte-rendu de maintenance sera adressé à chaque visite préventive et corrective par courriel au service Immobilier, dans un délai **d'une (1) semaine** à compter de sa réalisation.

23.4. REMISE ANNUELLE DES DOCUMENTS DE SUIVI

Un mois calendaire avant chaque date anniversaire de réception des travaux du marché, le titulaire remet au pôle maintenance la totalité des documents relatifs au fonctionnement des installations, le planning des visites de maintenance préventive pour l'année à venir, ainsi que le tableau global récapitulant le délai de garantie des pièces détachées.

23.5. REUNION DE CADRAGE ET DE SUIVI D'EXECUTION

Dès la réception des travaux, une réunion de cadrage est programmée afin de mettre en place le déploiement des prestations de maintenance. A la demande de l'université, des réunions de suivi peuvent être organisées au cours de l'exécution du marché, notamment pendant la phase de réversibilité ou transférabilité.

Toute réunion s'appuie sur des documents de travail aidant à la réflexion et à la prise de décision. Le titulaire transmet ces documents par courriel au pôle maintenance au moins deux jours ouvrés avant la date de réunion.

Toute réunion de travail est suivie par la transmission d'un compte-rendu, dont l'élaboration incombe au titulaire, et ce, dans un délai maximal de deux jours ouvrés suivant la réunion. Le compte-rendu est à adresser par courriel au pôle maintenance de l'université.

23.6. CONTROLE TECHNIQUE PERIODIQUE ET LEVEE DES RESERVES

L'Université fait effectuer tous les ans une visite périodique de sécurité, par un bureau de contrôle agréé, afin d'assurer une vérification technique de sécurité de l'ensemble des ascenseurs conformément à l'arrêté du 18 novembre 2004.

Le planning de ces visites sera communiqué par l'Université au titulaire dans un délai raisonnable.

Le titulaire devra assister à l'ensemble de ces contrôles dans le cadre du présent marché.

Le titulaire devra notamment faciliter l'accès aux appareils et prendre les mesures d'entretien nécessaires de façon immédiate, ou délivrer un devis pour mise aux normes de l'installation en dehors de celles couvertes par les garanties de parfait achèvement et de bon fonctionnement.

Le titulaire ne pourra évoquer aucune raison pour justifier de l'absence ou du retard de son personnel, de l'impossibilité d'accès aux locaux techniques, de l'impossibilité de réaliser à un essai de sécurité rendu obligatoire, qui empêcherait le contrôleur technique de mener à bien sa mission.

En cas contraire, le titulaire supporterait seul le surcoût d'une visite complémentaire ou supplémentaire du contrôleur technique qui serait déduite de la facture trimestrielle du marché de maintenance.

Le titulaire devra remettre au contrôleur tous documents ou informations demandés par celui-ci pour la bonne exécution de sa mission.

Suite à la visite et dès réception par l'Université, le rapport de l'organisme de contrôle ou de sécurité sera adressé au titulaire, par simple courriel.

Le titulaire devra lever l'ensemble des réserves y figurant :

- **sans délai** pour celles de nature à mettre en cause la sécurité des usagers ;
- dans un délai de **douze (12) semaines calendaires** pour toutes les autres.

A cette fin, le titulaire est tenu de produire des attestations de levées des réserves faisant mentions :

- Du numéro des rapports du contrôleur technique ;
 - De la date de réalisation des contrôles ;
 - Des numéros des appareils concernés par le contrôle ;
- Ou de renvoyer le rapport avec les mentions suivantes :
- « fait », date, nom, cachet et signature de la société.

Le titulaire est tenu d'indiquer la levée des réserves dans le registre de sécurité avec le numéro du rapport concerné.

Le cout de l'ensemble de ces prestations est inclus dans le prix global et forfaitaire annuel.

Attention : Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ces dispositions et délais, l'Université se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'article 6.2 du présent C.C.A.P.

23.7. REMISE DE LA TOTALITE DES DOCUMENTS RELATIFS AU FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS EN FIN DE MARCHE

23.7.1 Réversibilité ou transférabilité

Un mois calendaire avant la fin du marché de maintenance, le titulaire devra remettre au service du patrimoine la totalité des pièces relatives au fonctionnement des installations.

La « réversibilité » désigne l'opération de retour de responsabilité technique, par lequel le pouvoir adjudicateur reprend les prestations qu'il avait confiées au titulaire du marché arrivant à terme.

La « transférabilité » désigne l'opération de transfert de responsabilité technique, par lequel le pouvoir adjudicateur fait reprendre par un nouveau titulaire les prestations qu'il avait confiées au titulaire du marché arrivant à terme.

Le titulaire s'engage à assurer la réversibilité ou la transférabilité du marché afin de permettre à l'Université de prendre en charge directement les prestations, ou de remplacer le titulaire, au terme du contrat et d'anticiper les conséquences du changement.

Le titulaire a l'obligation de fournir et d'exécuter, dans les délais fixés sur l'annexe de l'acte d'engagement, toutes les informations/prestations nécessaires à la réversibilité ou transférabilité des prestations du marché : les documents relatifs au fonctionnement des matériels, et notamment les fiches techniques, fiches d'entretien, durée de garantie de chaque matériel installé accompagné de sa date d'installation et des coordonnées du fournisseur assurant la garantie, dossier des ouvrages exécutés et dossier d'exploitation de maintenance, plans, codes, tableaux récapitulatifs, tableaux d'inventaires et tout documents de gestion, en format papier et électronique.

Le montant forfaitaire de ces prestations (réversibilité et transférabilité) figure sur l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

En cas de non-respect de ces délais, fixés par le titulaire lui-même, des pénalités de retard seront appliquées telles que définies à l'article 6.2 du présent C.C.A.P.

23.7.2 Etat des lieux de sortie

Dans un délai de **trois mois avant l'échéance du marché**, un état des lieux de sortie est réalisé par le titulaire. Le document descriptif des installations, description quantitative et qualitative des installations, avec repérage sur plan, est transmis dans ce délai au pôle maintenance, sur supports papier et informatique (Clé USB) par courrier postal.

Dans un délai d'un **mois avant l'échéance du marché**, le titulaire du présent marché accompagnera le nouveau prestataire pour la réalisation de son état des lieux d'entrée. Dans le cas où le nouveau prestataire émettrait des réserves, la remise en état serait effectuée par le titulaire sortant à ses frais et charges.

En cas de retard, de mauvaise exécution, ou d'insuffisance dans la réalisation ou la communication de l'état descriptif d'entrée ou de sortie, ou de retard ou mauvaise exécution dans la remise en état, l'université se réserve le droit d'appliquer des pénalités selon les modalités prévues à l'article 6.2 du présent CCAP.

Le prix de ces prestations est inclus dans le prix global et forfaitaire du marché, fixé à l'annexe n° 1 de l'acte d'engagement.

Dans le mois précédant le terme du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de désigner un expert qui dressera un bilan des installations permettant ainsi de vérifier que le titulaire a satisfait à l'obligation qui lui était faite de rendre, en fin d'exécution du marché, l'installation en état normal de fonctionnement et de maintenance. Le cas échéant, le titulaire effectue les prestations complémentaires avant l'échéance du marché.

23.8. OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION

Les opérations de vérification de la bonne exécution des prestations consistent en un contrôle quantitatif et qualitatif des prestations. Elles seront effectuées par le service Immobilier de l'Université.

L'admission des prestations est prononcée par ce même service dans un délai de quinze (15) jours suivant l'exécution des prestations (en dehors des périodes de fermetures officielles de l'Université). Les conditions d'admission s'effectueront conformément aux articles 27 à 31 du CCAG/FCS.

Les opérations de vérification consistent en un contrôle quantitatif et qualitatif. La quantité et la qualité des prestations exécutées doivent être rigoureusement conformes au présent CCAP, ainsi qu'à l'offre du titulaire, matérialisée dans l'annexe n°1 à l'acte d'engagement, le questionnaire technique et son mémoire technique.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, les opérations de vérification, y compris simples, s'effectuent dans un délai de quinze jours à compter de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution de la prestation de service.

24. RESILIATION

Le marché pourra être résilié par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus aux articles 49 à 54 du C.C.A.G. Travaux pour les prestations relatives aux travaux et aux articles 38 à 45 du CCAG/FCS pour les prestations relatives à la maintenance et prestations associées.

Par dérogation à l'article 50 du CCAG/T et à l'article 40 du CCAG/FCS, la résiliation non occasionnée par une faute du titulaire n'entraînera pas le versement d'indemnité à celui-ci, à l'exception des frais engagés strictement nécessaires à l'exécution du marché. Par dérogation à l'article 50.2.1 du CCAG/T et 3.8.3 du CCAF/FCS, la résiliation demandée par le titulaire peut être refusée par le maître d'ouvrage.

Il est précisé que l'inexactitude des renseignements fournis par l'entrepreneur peut entraîner, par décision de l'université, la résiliation du marché aux frais et risques de l'entrepreneur. Il en est de même en cas de résiliation décidée en application des articles 53.2 « interruption des travaux pour retard de paiement » et 53.3 « suspension des travaux en cas de circonstances imprévisibles » du CCAG/Travaux. Dans ces cas, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'Entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses ne pourront bénéficier, même partiellement à l'entrepreneur.

Dans le cadre de la maintenance, en application de l'article 45 du CCAG/FCS, si le titulaire ne satisfaisait pas aux conditions du présent marché, ou s'il s'avérait que le matériel était détérioré du fait du mauvais entretien des installations par le titulaire, le présent marché serait résilié et les prestations pourraient être exécutées chez un autre exploitant aux frais, risques et périls du titulaire, sans que celui-ci ne puisse élever une réclamation sur le prix s'il était supérieur à celui soumissionné. Si au contraire, le prix obtenu était inférieur au prix soumissionné, l'Université bénéficierait de la différence.

En cas d'inobservation par le titulaire des documents contractuels constituant le marché, l'Université pourra le résilier en cours d'exécution sans indemnité et aux torts exclusifs du titulaire, par décision expresse prenant effet à réception du courrier recommandé avec accusé de réception.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG/FCS, la résiliation ne sera pas systématiquement précédée d'une mise en demeure notifiée au titulaire, mais pourra être encourue par le simple signalement du manquement par écrit (courrier, courriel, télécopie), resté sans effet.

Ainsi, la résiliation pourra être prononcée par l'Université du fait d'une mauvaise exécution des prestations, de délais non respectés, en cas de récusation d'un membre de l'équipe, en cas de manquement par le titulaire ou ses sous-traitants aux obligations légales ou contractuelles relatives notamment à l'environnement, à la confidentialité, la sécurité et la protection des données personnelles, de faute grave ou persistante, etc.

Dans les cas suivants, l'Université pourra résilier le marché aux torts du titulaire et sans aucune indemnité :

- en vertu de l'article 49 de l'ordonnance 2015-899, après signature du marché, si le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles 45, 46 et 48 de ladite ordonnance, ayant pour effet de l'exclure d'un marché public ;
- refus du titulaire de produire le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts et taxes (impôt sur le revenu, sur les sociétés, TVA) délivré par l'administration fiscale dont relève le titulaire ;
- refus du titulaire de produire le certificat des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations dont dépend le titulaire ;
- refus du titulaire de produire tous les six mois les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5, ainsi que D.8222-8 du code du travail.

Après expiration ou résiliation du marché, les deux parties restent tenues d'honorer les obligations contractées pendant le marché.

La déclaration de faillite ou de mise en liquidation sans autorisation du tribunal à continuer l'exploitation de l'entreprise, résilie de plein droit le marché, sans indemnité.

25. CONFIDENTIALITE – SECURITE – PROTECTION DES DONNEES

Le titulaire et son personnel sont tenus sans limitation de durée, par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation, au personnel de l'université et aux tiers en relations avec l'université, que l'exécution du présent marché l'amène à connaître.

Le titulaire est tenu au secret professionnel, sans limitation de durée, pour toutes les informations recueillies au cours de sa mission. Il lui est interdit de les communiquer à des tiers. Le titulaire reconnaît que toute divulgation lèse les intérêts de l'université et engagerait sa responsabilité. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le marché.

La sécurité et la protection des données personnelles sont garanties par le titulaire dans le cadre des prestations qu'il livre et exécute. Le titulaire s'engage également à garantir la sécurité des systèmes d'information.

Le titulaire sensibilise son personnel, intervenant dans le cadre des prestations, à ces obligations.

Les obligations du titulaire s'appliquent intégralement à ses sous-traitants et sous sa responsabilité. Le titulaire informe ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché et s'assure du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif au règlement général sur la protection des données (RGPD) et à l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, le titulaire s'engage à ce que les données ne soient ni déformées, ni endommagées, ni communiquées à des personnes non autorisées ou non habilitées.

Cette sécurité se conçoit pour l'ensemble des processus relatifs à ces données, qu'il s'agisse de leur création, leur utilisation, leur sauvegarde, leur archivage ou leur destruction et concerne leur confidentialité, leur intégrité, leur authenticité et leur disponibilité. Le titulaire se réfère à l'ensemble des règles établies par le règlement européen 2016/679 et la CNIL en la matière.

Le titulaire atteste notamment que :

- toutes les mesures de sécurités techniques et organisationnelles sont mises en place pour protéger les données ;
- un Délégué à la protection des données (DPD/DPO) est ou sera nommé ;
- des procédures RGPD sont définies et documentées, en cas de violation ;
- il est en mesure de communiquer les fiches des traitements effectués dans le cadre de ce marché ;
- ses collaborateurs, prestataires, sous-traitants sont sensibilisés, formés au RGPD et en respectent les dispositions légales ;
- les données sont traitées uniquement au sein de l'Union Européenne ;
- toutes les mesures ont été prises pour respecter les exigences en matière de protection des données personnelles et de sécurité des systèmes d'information, stipulées dans le présent cahier des charges.

26. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire ne peut, en cours d'exécution du marché, se prévaloir d'omissions ou d'imprécisions du CCAP, du CCTP, ou de l'annexe n°1 à l'acte d'engagement, pour se dégager du caractère définitif du prix du marché et solliciter une rémunération supplémentaire.

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel, au personnel de l'université ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à l'université ou à des tiers. Le titulaire ne saurait dégager sa responsabilité de toute intervention extérieure dans l'exécution de la prestation sauf à apporter la preuve que le fait à l'origine du non-respect de ses engagements contractuels ne lui est pas imputable.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations objet du marché au titre d'une obligation de résultat. Les risques afférents au transport, à la livraison, à l'exécution des prestations sont à la charge du titulaire. Les matériels doivent être conformes aux normes françaises et européennes en vigueur au moment de la livraison et en cours d'exécution du marché. Les matériels et logiciel non conformes à l'offre, non compatibles aux installations ou logiciels de l'Université, ou défectueux, sont remplacés sans délai par le titulaire, à ses frais et charges.

Le titulaire prend toutes les mesures permettant d'assurer la sécurité de son personnel et des personnes présentes. Il informe l'université par écrit de tous les incidents ou anomalies constatées lors de l'exécution d'une prestation, dans un délai raisonnable.

Les risques afférents au conditionnement, au chargement, à l'arrimage, au déchargement, au transport, à la livraison et à l'installation des matériels, sont effectués sous la responsabilité du titulaire. Le stockage des matériels s'effectue sous la responsabilité du titulaire, pendant toute la durée du marché.

Pendant toute la durée du présent marché, dès qu'il en a connaissance et au plus tard à réception d'une demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à informer l'université de toute situation de conflit d'intérêt et le cas échéant à mettre tout en œuvre pour préserver les intérêts de l'université.

Les parties conviennent d'examiner au cas par cas en totale transparence et avec pragmatisme les éventuelles situations de conflit potentiel d'intérêts en s'attachant à mettre en œuvre les principes de déontologie de la profession concernée et le respect de l'intérêt public qui commande de ne pas accepter de missions pour un tiers qui reviendrait à remettre en cause les résultats de la prestation à l'élaboration de laquelle le titulaire aurait directement ou indirectement contribué.

27. MODIFICATIONS STATUTAIRES

Le titulaire du marché est tenu de notifier immédiatement à l'Université Paris-Panthéon-Assas les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme de l'entreprise,
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
- à l'adresse du siège de l'entreprise,
- aux coordonnées et correspondants de l'entreprise (téléphone, télécopie, courriel).

28. CESSIION DE MARCHÉ

Le titulaire du marché a l'interdiction de céder le présent marché sans l'accord préalable de l'Université. Cet accord fera l'objet d'un avenant de transfert. Faute de quoi, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire.

29. ORDRES DE SERVICE

Par dérogation à l'article 18 du CCAG/Travaux, la notification du marché vaut ordre de service de démarrage des prestations.

En complément aux dispositions de l'article 3.8.2 du C.C.A.G./T, l'entrepreneur doit aviser par écrit simultanément le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre des réserves qu'il aurait à formuler sur un ordre de service.

30. DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de contestation sur la qualité ou la façon, l'Université se réserve la possibilité de recourir à une expertise. Les frais sont à la charge de la partie défaillante.

En cas de litige le droit français est seul applicable.

Les éventuels litiges qui surviendraient à l'occasion de l'exécution du présent marché seront réglés par le tribunal administratif de Paris.

Cependant, avant tout recours contentieux, l'Université se réserve la possibilité de recourir à l'un des modes alternatifs de règlement des différends en vue de rechercher une solution amiable au litige, conformément aux dispositions du code de la commande publique et des articles 55 du CCAG/TVX et 46 du CCAG/FCS.

Par dérogation à ces articles, l'Université peut décider de ne pas recourir à un mode alternatif de règlement des différends préalablement à tout recours contentieux. »

31. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1 des CCAG/T et CCAG/FCS, le présent article ne récapitule pas la liste exhaustive des articles auxquels le CCAP déroge. Toutes les dispositions du présent CCAP sont susceptibles de déroger aux termes des CCAG/T et CCAG/FCS du 30 mars 2021.

En cas de discordance entre les mentions du CCAG/T - applicables aux prestations relatives aux travaux - ou du CCAG/FCS - applicables aux prestations relatives à la maintenance - et celles du présent CCAP, les mentions du CCAP prévalent.